



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 4\$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$		80\$
A 2.ª série	120\$		70\$
A 3.ª série	120\$		70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37.701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 41 163:

Aprova, para ratificação, o Estatuto da Agência Internacional de Energia Atómica.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 41 163

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, nos termos do § 2.º do seu artigo 80.º, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Estatuto da Agência Internacional de Energia Atómica, assinado em Nova Iorque a 26 de Outubro de 1956, cujos textos, em francês e respectiva tradução portuguesa, são anexos ao presente decreto.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 24 de Junho de 1957. — ANTÓNIO DE OLIVEIRA SALAZAR — *Marcello Caetano* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Lette Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Statut de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique

ARTICLE PREMIER

Création de l'Agence

Les parties au présent statut créent une Agence internationale de l'énergie atomique (ci-après dénommée «l'Agence»), sur les bases et aux conditions définies ci-dessous.

ARTICLE II

Objectifs

L'Agence s'efforce de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier. Elle s'assure, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par elle-même ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires.

ARTICLE III

Fonctions

A. L'Agence a pour attributions:

1. D'encourager et de faciliter, dans le monde entier, le développement et l'utilisation pratique de l'énergie

atomique à des fins pacifiques et la recherche dans ce domaine; si elle y est invitée, d'agir comme intermédiaire pour obtenir d'un de ses membres qu'il fournisse à un autre membre des services, des produits, de l'équipement ou des installations; et d'accomplir toutes opérations ou de rendre tous services de nature à contribuer au développement ou à l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques ou à la recherche dans ce domaine;

2. De pourvoir, en conformité du présent statut, à la fourniture des produits, services, équipement et installations qui sont nécessaires au développement et à l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques, notamment à la production d'énergie électrique, ainsi qu'à la recherche dans ce domaine, en tenant dûment compte des besoins des régions sous-développées du monde;

3. De favoriser l'échange de renseignements scientifiques et techniques sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques;

4. De développer les échanges et les moyens de formation de savants et de spécialistes dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques;

5. D'instituer et d'appliquer des mesures visant à garantir que les produits fissiles spéciaux et autres produits, les services, l'équipement, les installations et les renseignements fournis par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle ne sont pas utilisés de manière à servir à des fins militaires; et d'étendre l'application de ces garanties, à la demande des parties, à tout accord bilatéral ou multilatéral ou, à la demande d'un Etat, à telle ou telle des activités de cet Etat dans le domaine de l'énergie atomique;

6. D'établir ou d'adopter, en consultation et, le cas échéant, en collaboration avec les organes compétents des Nations Unies et avec les institutions spécialisées intéressées, des normes de sécurité destinées à protéger la santé et à réduire au minimum les dangers auxquels sont exposés les personnes et les biens (y compris de telles normes pour les conditions de travail); de prendre des dispositions pour appliquer ces normes à ses propres opérations, aussi bien qu'aux opérations qui comportent l'utilisation de produits, de services, d'équipement, d'installations et de renseignements fournis par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle; et de prendre des dispositions pour appliquer ces normes, à la demande des parties, aux opérations effectuées en vertu d'un accord bilatéral ou multilatéral ou, à la demande d'un Etat, à telle ou telle des activités de cet Etat dans le domaine de l'énergie atomique;

7. D'acquérir ou d'implanter les installations, le matériel et l'équipement nécessaires à l'exercice de ses attributions, lorsque les installations de matériel et l'équipement dont elle pourrait disposer par ailleurs dans la région intéressée sont insuffisants ou ne sont disponibles qu'à des conditions qu'elle ne juge pas satisfaisantes.

B. Dans l'exercice de ses fonctions, l'Agence:

1. Agit selon les buts et principes adoptés par les Nations Unies en vue de favoriser la paix et la coopération internationales, conformément à la politique suivie par les Nations Unies en vue de réaliser un désarmement universel garanti et conformément à tout accord international conclu en application de cette politique;

2. Etablit un contrôle sur l'utilisation des produits fissiles spéciaux reçus par elle, de manière à assurer que ces produits ne servent qu'à des fins pacifiques;

3. Répartit ses ressources de manière à assurer leur utilisation efficace et pour le plus grand bien général dans toutes les régions du monde, en tenant compte des besoins particuliers des régions sous-développées;

4. Adresse des rapports annuels sur ses travaux à l'Assemblée générale des Nations Unies et, lorsqu'il y a lieu, au Conseil de sécurité. Si des questions qui sont de la compétence du Conseil de sécurité viennent à se poser dans le cadre des travaux de l'Agence, elle en saisit le Conseil de sécurité, organe auquel incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales; elle peut également prendre les mesures permises par le présent statut, notamment celles que prévoit le paragraphe *C* de l'article XII;

5. Adresse au Conseil économique et social et aux autres organes des Nations Unies des rapports sur les questions de leur compétence.

C. Dans l'exercice de ses fonctions, l'Agence ne subordonne pas l'aide qu'elle accorde à ses membres à des conditions politiques, économiques, militaires ou autres conditions incompatibles avec les dispositions du présent statut.

D. Sous réserve des dispositions du présent statut et de celles des accords conclus entre elle et un Etat ou un groupe d'Etats conformément aux dispositions du

présent statut, l'Agence exerce ses fonctions en respectant les droits souverains des Etats.

ARTICLE IV

Membres

A. Les membres fondateurs de l'Agence sont ceux des Etats Membres des Nations Unies ou d'une institution spécialisée qui signent le présent statut dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le moment où il est ouvert à la signature, et qui déposent un instrument de ratification.

B. Les autres membres de l'Agence sont les Etats qui, Membres ou non des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, déposent un instrument d'acceptation du présent statut, une fois leur admission approuvée par la Conférence générale sur la recommandation du Conseil des gouverneurs. En recommandant et en approuvant l'admission d'un Etat, le Conseil des gouverneurs et la Conférence générale s'assurent que cet Etat est capable de s'acquitter des obligations qui incombent aux membres de l'Agence et disposé à le faire, en tenant dûment compte de sa capacité et de son désir d'agir conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

C. L'Agence est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres et, afin d'assurer à tous les droits et privilèges qui découlent de la qualité de membre de l'Agence, chacun est tenu de remplir de bonne foi les obligations assumées par lui en vertu du présent statut.

ARTICLE V

Conférence générale

A. Une Conférence générale, composée de représentants de tous les membres de l'Agence, se réunit chaque année en session ordinaire et tient les sessions extraordinaires que le Directeur général peut convoquer à la demande du Conseil des gouverneurs ou de la majorité des membres. Les sessions se tiennent au siège de l'Agence, à moins que la Conférence générale n'en décide autrement.

B. Chaque membre est représenté aux sessions par un délégué qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers. Les frais de voyage et de séjour de chaque délégation sont à la charge du membre intéressé.

C. La Conférence générale élit, au début de chaque session, son Président et les autres membres de son Bureau. Ils restent en fonctions pour la durée de la session. La Conférence générale, sous réserve des dispositions du présent statut, établit son règlement intérieur. Chaque membre de l'Agence dispose d'une voix. Les décisions sur les questions visées au paragraphe *H* de l'article XIV, au paragraphe *C* de l'article XVIII et au paragraphe *B* de l'article XIX sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Les décisions sur les autres questions, y compris la détermination de nouvelles questions ou catégories de questions à trancher à la majorité des deux tiers, sont prises à la majorité des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres.

D. La Conférence générale peut discuter toutes questions ou affaires qui rentrent dans le cadre du présent statut ou concernent les pouvoirs et fonctions de l'un quelconque des organes prévus dans le présent statut, et faire sur ces questions ou affaires des recommandations aux membres de l'Agence, au Conseil des gouverneurs ou à la fois aux membres de l'Agence et au Conseil des gouverneurs.

E. La Conférence générale:

1. Elit les membres du Conseil des gouverneurs conformément à l'article vi;
2. Approuve l'admission de nouveaux membres conformément à l'article iv;
3. Suspend les privilèges et les droits d'un membre conformément à l'article xix;
4. Etudie le rapport annuel du Conseil;
5. Conformément à l'article xiv, adopte le budget de l'Agence recommandé par le Conseil ou le renvoie au Conseil avec ses recommandations sur l'ensemble ou sur une partie de ce budget, pour que le Conseil le lui soumette à nouveau;
6. Approuve les rapports à adresser aux Nations Unies, comme il est prévu dans l'accord qui établit les relations entre l'Agence et les Nations Unies, sauf les rapports mentionnés au paragraphe C de l'article xii, ou les renvoie au Conseil avec ses recommandations;
7. Approuve tout accord ou tous accords entre l'Agence et les Nations Unies ou d'autres organisations comme il est prévu à l'article xvi, ou les renvoie au Conseil avec ses recommandations, pour qu'il les lui soumette à nouveau;
8. Approuve les règles et restrictions dans le cadre desquelles le Conseil peut contracter des emprunts, conformément au paragraphe G de l'article xiv; approuve les règles suivant lesquelles l'Agence peut accepter des contributions volontaires; et approuve, conformément au paragraphe F de l'article xiv, l'usage qui peut être fait du fonds général mentionné dans ce paragraphe;
9. Approuve les amendements au présent statut, conformément au paragraphe C de l'article xviii;
10. Approuve la nomination du Directeur général, conformément au paragraphe A de l'article vii.

F. La Conférence générale a qualité pour:

1. Statuer sur toute question dont le Conseil des gouverneurs l'aura expressément saisie à cette fin;
2. Soumettre des sujets à l'examen du Conseil et l'inviter à présenter des rapports sur toute question relative aux fonctions de l'Agence.

ARTICLE VI

Conseil des gouverneurs

A. Le Conseil des gouverneurs est composé comme suit:

1. Le Conseil des gouverneurs sortant (ou, dans le cas du premier Conseil, la Commission préparatoire mentionnée à l'annexe 1) désigne comme membres du Conseil les cinq membres de l'Agence les plus avancés dans le domaine de la technologie de l'énergie atomique, y compris la production de matières brutes, et le membre le plus avancé dans le domaine de la technologie de l'énergie atomique, y compris la production de matières brutes, dans chacune des régions suivantes qui ne sont pas représentées par les cinq membres visés ci-dessus;

- 1) Amérique du Nord;
- 2) Amérique Latine;
- 3) Europe Occidentale;
- 4) Europe Orientale;
- 5) Afrique et Moyen-Orient;
- 6) Asie du Sud;
- 7) Asie du Sud-Est et Pacifique;
- 8) Extrême-Orient.

2. Le Conseil des gouverneurs sortant (ou, dans le cas du premier Conseil, la Commission préparatoire mentionnée à l'annexe 1) désigne comme membres du Conseil deux membres parmi les autres producteurs de matières brutes suivants: Belgique, Pologne, Portugal

et Tchécoslovaquie; il désigne également comme membre du Conseil un autre membre de l'Agence, fournisseur d'assistance technique. Aucun membre de cette catégorie siégeant au Conseil pendant une année donnée ne peut être désigné à nouveau dans cette catégorie pour siéger l'année suivante;

3. La Conférence générale élit dix membres de l'Agence au Conseil des gouverneurs, en tenant dûment compte d'une représentation équitable, au Conseil dans son ensemble, des membres des régions mentionnées à l'alinéa A-1 du présent article, de manière que le Conseil comprenne en tout temps dans cette catégorie un représentant de chacune de ces régions, sauf l'Amérique du Nord. A l'exception des cinq membres élus pour une période d'un an, conformément au paragraphe D du présent article, aucun membre de cette catégorie ne peut, à l'expiration de son mandat, être réélu dans cette catégorie pour un nouveau mandat.

B. Les désignations prévues aux alinéas A-1 et A-2 du présent article ont lieu au plus tard soixante jours avant la session annuelle ordinaire de la Conférence générale. Les élections prévues à l'alinéa A-3 du présent article ont lieu au cours des sessions annuelles ordinaires de la Conférence générale.

C. Les membres représentés au Conseil des gouverneurs en application des alinéas A-1 et A-2 du présent article exercent leurs fonctions de la fin de la session annuelle ordinaire de la Conférence générale qui suit leur désignation à la fin de la session annuelle ordinaire suivante de la Conférence générale.

D. Les membres représentés au Conseil des gouverneurs en application de l'alinéa A-3 du présent article exercent leurs fonctions de la fin de la session annuelle ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils sont élus à la fin de la deuxième session annuelle ordinaire que la Conférence générale tient par la suite. Toutefois, lors de l'élection de ces membres au premier Conseil, cinq d'entre eux sont élus pour un an.

E. Chaque membre du Conseil des gouverneurs dispose d'une voix. Les décisions sur le montant du budget de l'Agence sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, comme il est prévu au paragraphe H de l'article xiv. Les décisions sur les autres questions, y compris la détermination de nouvelles questions ou catégories de questions à trancher à la majorité des deux tiers, sont prises à la majorité des membres présents et votants. Le quorum est constitué par les deux tiers des membres du Conseil.

F. Le Conseil des gouverneurs a qualité pour s'acquitter des fonctions de l'Agence en conformité du présent statut, sous réserve de ses responsabilités vis-à-vis de la Conférence générale, telles que les définit le présent statut.

G. Le Conseil des gouverneurs se réunit chaque fois qu'il le juge nécessaire. Ses réunions se tiennent au siège de l'Agence, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

H. Le Conseil des gouverneurs élit parmi ses membres un Président et les autres membres de son Bureau et, sous réserve des dispositions du présent statut, établit son règlement intérieur.

I. Le Conseil des gouverneurs peut créer les comités qu'il juge utile. Il peut désigner des personnes pour le représenter auprès d'autres organisations.

J. Le Conseil des gouverneurs rédige, à l'intention de la Conférence générale, un rapport annuel sur les Affaires de l'Agence et sur tous les projets approuvés par l'Agence. Le Conseil rédige également, pour les soumettre à la Conférence générale, tous rapports que l'Agence est ou peut être appelée à faire aux Nations Unies ou à toute autre organisation dont l'activité est

en rapport avec celle de l'Agence. Ces documents, ainsi que les rapports annuels, sont soumis aux membres de l'Agence au moins un mois avant la session annuelle ordinaire de la Conférence générale.

ARTICLE VII

Personnel

A. Le personnel de l'Agence a à sa tête un Directeur général. Le Directeur général est nommé par le Conseil des gouverneurs pour une période de quatre ans, avec l'approbation de la Conférence générale. Il est le plus haut fonctionnaire de l'Agence.

B. Le Directeur général est responsable de l'engagement, de l'organisation et de la direction du personnel; il est placé sous l'autorité du Conseil des gouverneurs et sujet à son contrôle. Il s'acquiesce de ses fonctions conformément aux règlements adoptés par le Conseil.

C. Le personnel comprend les spécialistes des questions scientifiques et techniques et tous autres agents qualifiés qui sont nécessaires à la réalisation des objectifs et à l'accomplissement des fonctions de l'Agence. L'Agence s'inspire du principe qu'il faut maintenir l'effectif de son personnel permanent à un chiffre minimum.

D. La considération dominante, dans le recrutement, l'emploi et la fixation des conditions de service du personnel, doit être d'assurer à l'Agence les services de fonctionnaires possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence technique et d'intégrité. Sous réserve de cette considération, il est dûment tenu compte des contributions des membres à l'Agence et de l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

E. Les conditions d'engagement, de rémunération et de licenciement du personnel sont conformes aux règlements arrêtés par le Conseil des gouverneurs sous réserve des dispositions du présent statut et des règles générales approuvées par la Conférence générale sur la recommandation du Conseil.

F. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucune source extérieure à l'Agence. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires de l'Agence; sous réserve de leurs responsabilités envers l'Agence, ils ne doivent révéler aucun secret de fabrication ou autre renseignement confidentiel dont ils auraient connaissance en raison des fonctions officielles qu'ils exercent pour le compte de l'Agence. Chaque membre s'engage à respecter le caractère international des fonctions du Directeur général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

G. Dans le présent article, le terme « personnel » s'entend également des gardes.

ARTICLE VIII

Echange de renseignements

A. Il est recommandé à chacun des membres de mettre à la disposition de l'Agence les renseignements qui pourraient, à son avis, être utiles à l'Agence.

B. Chaque membre met à la disposition de l'Agence tous les renseignements scientifiques qui sont le fruit de l'aide accordée par l'Agence en vertu de l'article XI.

C. L'Agence rassemble et met à la disposition de ses membres, sous une forme accessible, les renseignements qu'elle a reçus en vertu des paragraphes A et B du présent article. Elle prend des mesures positives pour encourager l'échange, entre ses membres, de ren-

seignements sur la nature et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, et, à cet effet, sert d'intermédiaire entre ses membres.

ARTICLE IX

Fourniture de produits

A. Les membres peuvent mettre à la disposition de l'Agence les quantités de produits fissiles spéciaux qu'ils jugent bon, aux conditions convenues avec l'Agence. Les produits mis à la disposition de l'Agence peuvent, à la discrétion du membre qui les fournit, être entreposés soit par le membre intéressé, soit, avec l'assentiment de l'Agence, dans les entrepôts de l'Agence.

B. Les membres peuvent également mettre à la disposition de l'Agence des matières brutes, telles qu'elles sont définies à l'article XX, et d'autres matières. Le Conseil des gouverneurs détermine les quantités de ces matières que l'Agence acceptera en vertu des accords prévus à l'article XIII.

C. Chaque membre fait connaître à l'Agence les quantités, la forme et la composition des produits fissiles spéciaux, des matières brutes et autres matières qu'il est prêt, conformément à ses lois, à mettre à la disposition de l'Agence, immédiatement ou au cours d'une période fixée par le Conseil des gouverneurs.

D. À la demande de l'Agence, tout membre est tenu de livrer sans retard à un autre membre ou à un groupe de membres les quantités de produits, prélevés sur les produits qu'il a mis à la disposition de l'Agence, que l'Agence spécifie, et de livrer sans retard à l'Agence elle-même les quantités de produits qui sont réellement nécessaires au fonctionnement des installations de l'Agence et à la poursuite de recherches scientifiques dans ces installations.

E. Les quantités, la forme et la composition des produits fournis par un membre peuvent être modifiées à tout moment par ce membre avec l'approbation du Conseil des gouverneurs.

F. Une première notification en vertu du paragraphe C du présent article doit être faite dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent statut à l'égard du membre intéressé. Sauf décision contraire du Conseil des gouverneurs, les premiers produits fournis sont destinés à l'année civile qui suit l'année où le présent statut entre en vigueur à l'égard du membre intéressé. De même, les notifications ultérieures valent, sauf décision contraire du Conseil, pour l'année civile qui suit la notification et doivent être faites le 1^{er} novembre de chaque année au plus tard.

G. L'Agence spécifie le lieu et le mode de livraison et, le cas échéant, la forme et la composition des produits qu'elle invite un membre à livrer en les prélevant sur les quantités que ce membre s'est déclaré prêt à fournir. L'Agence procède également à la vérification des quantités de produits livrées et en informe périodiquement les membres.

H. L'Agence est responsable de l'entreposage et de la protection des produits en sa possession. L'Agence doit s'assurer que ces produits sont protégés contre:

- 1) Les intempéries;
- 2) L'enlèvement non autorisé ou le détournement;
- 3) Les dommages et destructions, y compris le sabotage;
- 4) La saisie par la force.

Dans l'entreposage des produits fissiles en sa possession, l'Agence veille à ce que la répartition géographique de ces produits soit propre à éviter l'accumulation de stocks importants dans tout pays ou toute région du monde.

I. L'Agence doit aussitôt que possible établir ou acquérir ce qui lui paraît nécessaire en fait de:

1. Matériel, équipement et installations pour la réception, l'entreposage et la distribution de produits;

2. Moyens de protection;

3. Mesures sanitaires et mesures de sécurité adéquates;

4. Laboratoires de contrôle pour l'analyse et la vérification des produits reçus;

5. Logements et bâtiments administratifs pour le personnel requis par ce qui précède.

J. Les produits fournis en vertu du présent article sont utilisés de la manière fixée par le Conseil des gouverneurs, conformément aux dispositions du présent statut. Aucun membre ne peut exiger que les produits qu'il fournit à l'Agence soient mis à part, ni désigner un projet spécial auquel devraient servir ces produits.

ARTICLE X

Services, équipement et installations

Les membres peuvent mettre à la disposition de l'Agence les services, l'équipement et les installations qui sont de nature à aider à la réalisation de ses objectifs et à l'accomplissement de ses fonctions.

ARTICLE XI

Projets de l'Agence

A. Tout membre ou groupe de membres de l'Agence qui désire entreprendre un projet intéressant le développement ou l'application pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques ou la recherche dans ce domaine peut faire appel à l'aide de l'Agence en vue d'obtenir les produits fissiles spéciaux et autres produits, ainsi que les services, l'équipement et les installations nécessaires à la réalisation de ce projet. Toute demande de ce genre, qui doit être accompagnée d'un exposé explicatif sur le but et la portée du projet, est soumise à l'examen du Conseil des gouverneurs.

B. L'Agence peut également aider tout membre ou groupe de membres, sur sa demande, à conclure des arrangements pour obtenir de sources extérieures les moyens financiers nécessaires à la réalisation de ces projets. En fournissant cette aide, l'Agence n'est pas tenue de donner des garanties ni d'assumer une responsabilité financière quelconque pour le projet.

C. L'Agence peut pourvoir à la fourniture, par un ou plusieurs de ces membres de tous produits, services, équipement et installations nécessaires au projet, ou elle peut elle-même les fournir directement, en tout ou en partie, en tenant compte des vœux du membre ou des membres qui ont sollicité son assistance.

D. Aux fins d'examen de la demande, l'Agence peut envoyer sur le territoire du membre ou du groupe de membres ayant sollicité son assistance une ou plusieurs personnes qualifiées pour étudier l'entreprise projetée. A cet effet, l'Agence peut, avec l'assentiment du membre ou groupe de membres qui fait la demande, soit utiliser ses propres fonctionnaires, soit employer tous ressortissants de l'un de ses membres qui possèdent les titres requis.

E. Avant d'approuver un projet en vertu du présent article, le Conseil des gouverneurs tient dûment compte:

1. De l'utilité du projet, y compris ses possibilités de réalisation du point de vue scientifique et technique;

2. De l'existence de plans adéquats, de fonds suffisants et du personnel technique qualifié pour assurer la bonne exécution du projet;

3. De l'existence de règles sanitaires et de règles de sécurité adéquates pour la manutention et l'entre-

posage des produits et pour le fonctionnement des installations;

4. De l'impossibilité où se trouve le membre ou groupe de membres qui fait la demande de se procurer les moyens financiers, les produits, les installations, l'équipement et les services nécessaires;

5. De la répartition équitable des produits et autres ressources à la disposition de l'Agence;

6. Des besoins particuliers des régions sous-développées du monde;

7. De toutes autres questions pertinentes.

F. Après avoir approuvé un projet, l'Agence conclut, avec le membre ou groupe de membres ayant soumis le projet, un accord qui doit:

1. Prévoir l'affectation à ce projet de tous produits fissiles spéciaux et autres produits pouvant être nécessaires;

2. Prévoir le transfert des produits fissiles spéciaux du lieu de leur entreposage, qu'il s'agisse de produits sous la garde de l'Agence ou du membre qui les fournit pour les projets de l'Agence, au membre ou groupe de membres qui soumet le projet, dans des conditions qui soient propres à assurer la sécurité de toute livraison requise et conformes aux normes sanitaires et normes de sécurité;

3. Définir les conditions, notamment les prix, auxquelles tous produits, services, équipement et installations sont fournis par l'Agence elle-même et, si ces produits, services, équipement et installations doivent être fournis par un membre, énoncer les conditions convenues entre le membre ou groupe de membres qui soumet le projet et le membre qui fournit l'aide;

4. Prévoir l'engagement par le membre ou groupe de membres qui soumet le projet: a) que l'aide accordée ne sera pas utilisée de manière à servir à des fins militaires; b) que le projet sera soumis aux garanties prévues à l'article XII, les garanties pertinentes étant spécifiées dans l'accord;

5. Prévoir les mesures appropriées en ce qui concerne les droits et intérêts de l'Agence et du membre ou des membres intéressés pour toutes inventions ou découvertes, ou tous brevets s'y rapportant, qui découleraient du projet;

6. Prévoir les mesures appropriées en ce qui concerne le règlement des différends;

7. Comprendre toutes autres dispositions jugées appropriées.

G. Les dispositions du présent article s'appliquent également, le cas échéant, à toute demande de produits, de services, d'installations ou d'équipement relative à un projet déjà en cours.

ARTICLE XII

Garanties de l'Agence

A. Pour tout projet de l'Agence, ou tout autre arrangement où l'Agence est invitée par les parties intéressées à appliquer des garanties, l'Agence a les responsabilités et les droits suivants, dans la mesure où ils s'appliquent à ce projet ou à cet arrangement:

1. Examiner les plans des installations et de l'équipement spécialisés, y compris les réacteurs nucléaires, et les approuver uniquement pour s'assurer qu'ils ne serviront pas à des fins militaires, qu'ils sont conformes aux normes sanitaires et normes de sécurité requises, et qu'ils permettront d'appliquer efficacement les garanties prévues dans le présent article;

2. Exiger l'application de toutes mesures sanitaires et mesures de sécurité prescrites par l'Agence;

3. Exiger la tenue et la présentation de relevés d'opérations pour faciliter la comptabilité des matières

brutes et des produits fissiles spéciaux utilisés ou produits dans le cadre du projet ou de l'arrangement;

4. Demander et recevoir des rapports sur l'avancement des travaux;

5. Approuver les procédés à employer pour le traitement chimique des matières irradiées, uniquement pour s'assurer que ce traitement chimique ne se prêtera pas au détournement de produits pouvant servir à des fins militaires et sera conforme aux normes sanitaires et normes de sécurité applicables; exiger que les produits fissiles spéciaux récupérés ou obtenus comme sous-produits soient utilisés à des fins pacifiques, sous la garantie continue de l'Agence, pour des travaux de recherche ou dans des réacteurs, existants ou en construction, qui seront spécifiés par le membre ou les membres intéressés; exiger que soit mis en dépôt auprès de l'Agence tout excédent de produits fissiles spéciaux récupérés ou obtenus comme sous-produits en sus des quantités nécessaires aux usages indiqués ci-dessus, afin d'éviter le stockage de ces produits, sous réserve que, par la suite, les produits fissiles spéciaux ainsi déposés auprès de l'Agence soient restitués sans retard au membre ou aux membres intéressés, sur leur demande, pour être utilisés par eux aux conditions spécifiées ci-dessus;

6. Envoyer sur le territoire de l'Etat ou des Etats bénéficiaires des inspecteurs désignés par l'Agence après consultation de l'Etat ou des Etats intéressés, qui, à tout moment, auront accès à tout lieu, à toute personne qui, de par sa profession, s'occupe de produits, équipement ou installations qui doivent être contrôlés en vertu du présent statut, et à tous éléments d'information, nécessaires pour la comptabilité des matières brutes et produits fissiles spéciaux fournis ainsi que des tous produits fissiles, et pour s'assurer qu'il n'y a violation ni de l'engagement de non-utilisation à des fins militaires, mentionné à l'alinéa F-4 de l'article XI, ni des mesures sanitaires et mesures de sécurité mentionnées à l'alinéa A-2 du présent article, ni de toute autre condition prescrite dans l'accord conclu entre l'Agence et l'Etat ou les Etats intéressés. Si l'Etat intéressé le demande, les inspecteurs désignés par l'Agence sont accompagnés de représentants des autorités de cet Etat, sous réserves que les inspecteurs ne soient pas de ce fait retardés ou autrement gênés dans l'exercice de leurs fonctions;

7. En cas de violation et de manquement, si l'Etat ou les Etats bénéficiaires ne prennent pas, dans un délai raisonnable, les mesures correctives demandées, l'Agence a le droit d'interrompre son aide ou d'y mettre fin, et de reprendre tous produits et tout équipement fournis par elle ou par un membre en exécution du projet.

B. L'Agence constitue, selon les besoins, un corps d'inspecteurs. Ces inspecteurs sont chargés d'examiner toutes les opérations effectuées par l'Agence elle-même pour s'assurer que l'Agence se conforme aux mesures sanitaires et mesures de sécurité qu'elle a prescrites en vue de leur application aux projets soumis à son approbation, à sa direction ou à son contrôle, et que l'Agence prend toutes les mesures nécessaires pour éviter que les matières brutes et les produits fissiles spéciaux dont elle a la garde, ou qui sont utilisés ou produits au cours de ses propres opérations, ne soient utilisés de manière à servir à des fins militaires. L'Agence prend les dispositions voulues pour mettre immédiatement fin à toute violation ou à tout manquement à l'obligation de prendre les mesures appropriées.

C. Le corps d'inspecteurs est également chargé de se faire présenter et de vérifier la comptabilité men-

tionnée à l'alinéa A-6 du présent article, et de décider si l'engagement mentionné à l'alinéa F-4 de l'article XI, les dispositions visées à l'alinéa A-2 du présent article et toutes les autres conditions du projet prescrites dans l'accord conclu entre l'Agence et l'Etat ou les Etats intéressés sont observés. Les inspecteurs rendent compte de toute violation au Directeur général, qui transmet leur rapport au Conseil des gouverneurs. Le Conseil enjoint à l'Etat ou aux Etats bénéficiaires de mettre fin immédiatement à toute violation dont l'existence est constatée. Le Conseil porte cette violation à la connaissance de tous les membres et en saisit le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies. Si l'Etat ou les Etats bénéficiaires ne prennent pas dans un délai raisonnable toutes mesures propres à mettre fin à cette violation, le Conseil peut prendre l'une des deux mesures suivantes ou l'une et l'autre: donner des instructions pour que soit réduite ou interrompue l'aide accordée par l'Agence ou par un membre, et demander la restitution des produits et de l'équipement mis à la disposition du membre ou groupe de membres bénéficiaire. L'Agence peut également, en vertu de l'article XIX, priver tout membre contrevenant de l'exercice des privilèges et des droits inhérents à la qualité de membre.

ARTICLE XIII

Remboursement des membres

A moins qu'il n'en soit convenu autrement entre le Conseil des gouverneurs et le membre fournissant à l'Agence des produits, des services, de l'équipement ou des installations, le Conseil des gouverneurs conclut avec ce membre un accord prévoyant le remboursement des articles fournis.

ARTICLE XIV

Dispositions financières

A. Le Conseil des gouverneurs soumet chaque année à la Conférence générale un projet de budget indiquant les dépenses de l'Agence. Afin de faciliter la tâche du Conseil à cet égard, le Directeur général prépare ce projet du budget. Si la Conférence générale n'approuve pas le projet, elle le renvoie au Conseil accompagné de ses recommandations. Le Conseil soumet alors un nouveau projet à la Conférence générale pour approbation.

B. Les dépenses de l'Agence sont classées dans les catégories suivantes:

1. Dépenses d'administration. Ces dépenses comprennent:

a) Les dépenses de personnel de l'Agence, à l'exclusion de celles qui se rapportent aux agents employés pour s'occuper des produits, des services, de l'équipement et des installations visés à l'alinéa B-2 ci-dessus le coût des réunions; les dépenses entraînées par la préparation des projets de l'Agence et la diffusion d'informations;

b) Les dépenses entraînées par l'application des garanties prévues à l'article XII, en ce qui concerne les projets de l'Agence, ou à l'alinéa A-5 de l'article III, en ce qui concerne les accords bilatéraux ou multilatéraux, ainsi que les frais de manutention et d'entreposage des produits fissiles spéciaux incombant à l'Agence, autre que les frais d'entreposage et de manutention visés au paragraphe E ci-dessus;

2. Les dépenses, autres que celles qui sont visées à l'alinéa 1 du présent paragraphe, relatives aux produits, aux installations, au matériel et à l'équipement acquis ou implantés par l'Agence dans l'exercice de ses attributions, ainsi que le coût des produits, des services, de l'équipement et des installations fournis par elle au titre d'accords avec un ou plusieurs de ses membres.

C. Pour arrêter le montant des dépenses visées à l'alinéa B-1, b, ci-dessus, le Conseil des gouverneurs déduit les sommes recouvrables en vertu d'accords relatifs à l'application de garanties passés entre l'Agence et des parties à des accords bilatéraux ou multilatéraux.

D. Le Conseil des gouverneurs répartit entre les membres de l'Agence les dépenses visées à l'alinéa B-1 ci-dessus suivant un barème fixé par la Conférence générale. Pour fixer le barème, la Conférence générale s'inspire des principes adoptés par les Nations Unies en ce qui concerne les contributions des Etats Membres au budget ordinaire de l'Organisation.

E. Le Conseil des gouverneurs établit périodiquement un barème de frais, y compris des frais raisonnables et uniformes d'entreposage et de manutention, applicable aux produits, aux services, à l'équipement et aux installations fournis par l'Agence à ses membres. Ce barème est conçu de manière à procurer à l'Agence un revenu suffisant pour couvrir les frais et dépenses visés à l'alinéa B-2 ci-dessus, déduction faite de toutes contributions volontaires que le Conseil des gouverneurs pourrait, en vertu du paragraphe F', décider d'utiliser à cette fin. Les sommes perçues en application de ce barème sont virées à un fonds spécial qui sert à payer tous produits, services, équipement ou installations fournis par les membres et à régler tous autres frais visés à l'alinéa B-2 ci-dessus que pourraient être encourus par l'Agence elle-même.

F'. Tout excédent de revenu au titre du paragraphe E sur les frais et dépenses visés audit paragraphe et toute contribution versée volontairement à l'Agence sont virés à un fonds général que peut être utilisé au gré du Conseil des gouverneurs, avec l'assentiment de la Conférence générale.

G. Sous réserve des règles et restrictions approuvées par la Conférence générale, le Conseil des gouverneurs est habilité à contracter des emprunts au nom de l'Agence, sans toutefois imposer aux membres de l'Agence une responsabilité quelconque en ce qui concerne ces emprunts, et à accepter les contributions volontaires qui sont offertes à l'Agence.

H. Les décisions de la Conférence générale sur les questions financières et celles du Conseil des gouverneurs sur le montant du budget de l'Agence sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

ARTICLE XV

Privilèges et immunités

A. L'Agence jouit, sur le territoire de chacun de ses membres, de la capacité juridique et des privilèges et immunités que lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions.

B. Les délégués des membres de l'Agence ainsi que leurs suppléants et conseillers, les gouverneurs nommés au Conseil ainsi que leurs suppléants et conseillers, le Directeur général et le personnel de l'Agence, jouissent des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions dans le cadre de l'Agence.

C. La capacité juridique et les privilèges et immunités mentionnés dans le présent article sont définis dans un accord ou des accords distincts qui seront conclus entre l'Agence, représentée à cette fin par le Directeur général agissant conformément aux instructions du Conseil des gouverneurs, et ses membres.

ARTICLE XVI

Relations avec d'autres organisations

A. Le Conseil des gouverneurs, avec l'assentiment de la Conférence générale, est habilité à conclure un

accord ou des accords établissant des relations appropriées entre l'Agence et les Nations Unies et toutes autres organisations dont l'activité est en rapport avec celle de l'Agence.

B. L'accord ou les accords établissant les relations de l'Agence avec les Nations Unies prévoient que:

1. L'Agence soumet aux Nations Unies les rapports visés aux alinéas B-4 et B-5 de l'article III;

2. L'Agence examine les résolutions la concernant qui sont adoptées par l'Assemblée générale ou l'un des Conseils des Nations Unies, et, lorsqu'elle y est invitée, soumet à l'organe approprié des Nations Unies des rapports sur les mesures prises par elle ou par ses membres, en conformité du présent statut, comme suit à un tel examen.

ARTICLE XVII

Règlement des différends

A. Toute question ou tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent statut, qui n'a pas été réglé par voie de négociation, est soumis à la Cour internationale de Justice conformément au Statut de ladite Cour, à moins que les parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement.

B. La Conférence générale et le Conseil des gouverneurs sont l'une et l'autre habilités, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur toute question juridique se posant à propos de l'activité de l'Agence.

ARTICLE XVIII

Amendements et retraits

A. Des amendements au présent statut peuvent être proposés par tout membre de l'Agence. Des copies certifiées conformes du texte de tout amendement proposé sont établies par le Directeur général et communiquées par lui à tous les membres, au moins quatre-vingt-dix jours avant la date à laquelle l'amendement doit être examiné par la Conférence générale.

B. A la cinquième session annuelle de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur du présent statut, la question de la révision générale des dispositions du présent statut sera inscrite à l'ordre du jour de la session. Si la majorité des membres présents et votants se prononce en faveur de la révision, celle-ci aura lieu à la session suivante de la Conférence générale. Par la suite, les propositions concernant à la question d'une révision générale du présent statut pourront être présentées à la Conférence générale, qui décidera, suivant la même procédure.

C. Les amendements prennent effet à l'égard de tous les membres quand ils sont:

i) Approuvés par la Conférence générale à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, après examen des observations présentées par le Conseil des gouverneurs sur chaque amendement proposé;

ii) Acceptés par les deux tiers des membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. L'acceptation se fait par le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du gouvernement dépositaire mentionné au paragraphe C de l'article XXI.

D. A tout moment après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle le statut est entré en vigueur en vertu du paragraphe E de l'article XXI et en toute occasion où il n'est pas disposé à accepter un amendement au présent statut, un membre de l'Agence peut se retirer moyennant un préavis

donné par écrit au gouvernement dépositaire mentionné au paragraphe C de l'article XXI qui en informe sans retard le Conseil des gouverneurs et tous les autres membres.

E. Le retrait d'un membre ne modifie en rien les obligations qu'il a contractées en vertu de l'article XI ni ses obligations budgétaires pour l'année au cours de laquelle il se retire.

ARTICLE XIX

Suspension des privilèges

A. Tout membre en retard dans le paiement de ses contributions financières à l'Agence ne peut participer au vote à l'Agence si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à celui des contributions dues par lui pour les deux années précédentes. La Conférence générale peut néanmoins autoriser ce membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

B. Si un membre de l'Agence enfreint de manière persistante les dispositions du présent statut ou de tout accord conclu par lui en conformité du présent statut, il peut être privé de l'exercice de ses privilèges et droits de membre par une décision de la Conférence générale prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, sur la recommandation du Conseil des gouverneurs.

ARTICLE XX

Définitions

Aux fins du présent statut:

1. Par «produit fissile spécial», il faut entendre le plutonium 239; l'uranium 233; l'uranium enrichi en uranium 235 ou 233; tout produit contenant un ou plusieurs des isotopes ci-dessus; et tels autres produits fissiles que le Conseil des gouverneurs désignera de temps à autre. Toutefois, le terme «produit fissile spécial» ne s'applique pas aux matières brutes;

2. Par «uranium enrichi en uranium 235 ou 233», il faut entendre l'uranium contenant soit de l'uranium 235, soit de l'uranium 233; soit ces deux isotopes en quantité telle que le rapport entre la somme de ces deux isotopes et l'isotope 238 soit supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel;

3. Par «matière brute», il faut entendre l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature; l'uranium dont la teneur en U 235 est inférieure à la normale; le thorium; toutes les matières mentionnées ci-dessus sous forme de métal, d'alliage, de composés chimiques ou de concentrés; toute autre matière contenant une ou plusieurs des matières mentionnées ci-dessus à des concentrations que le Conseil des gouverneurs fixera de temps à autre; et telles autres matières que le Conseil des gouverneurs désignera de temps à autre.

ARTICLE XXI

Signature, acceptation et entrée en vigueur

A. Le présent statut sera ouvert à la signature de tous les Etats Membres des Nations Unies ou de l'une des institutions spécialisées le 26 octobre 1956, et le restera pendant une période de quatre-vingt-dix jours.

B. Les Etats signataires deviendront parties au présent statut par le dépôt d'un instrument de ratification.

C. Les instruments de ratification des Etats signataires et les instruments d'acceptation des Etats dont l'admission a été approuvée en vertu du paragraphe B

de l'article IV du présent statut seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui sera le gouvernement dépositaire.

D. Le présent statut sera ratifié ou accepté par les Etats conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

E. Le présent statut, indépendamment de l'annexe, entrera en vigueur lorsque dix-huit Etats auront déposé leurs instruments de ratification conformément au paragraphe B du présent article, à condition que parmi ces dix-huit Etats figurent au moins trois des Etats suivants: Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Les instruments de ratification et les instruments d'acceptation déposés ultérieurement prendront effet à la date de leur réception.

F. Le gouvernement dépositaire informera sans retard tous les Etats signataires du présent statut de la date du dépôt de chaque instrument de ratification et de la date d'entrée en vigueur du statut. Le gouvernement dépositaire informera sans retard tous les signataires et membres des dates auxquelles d'autres Etats seront devenus parties au statut.

G. L'annexe au présent statut entrera en vigueur le premier jour où le statut sera ouvert à la signature.

ARTICLE XXII

Enregistrement auprès des Nations Unies

A. Le présent statut sera enregistré par le gouvernement dépositaire en vertu de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

B. Les accords conclus entre l'Agence et l'un ou plusieurs de ses membres, les accords entre l'Agence et une ou plusieurs autres organisations et les accords conclus entre les membres sous réserve de l'approbation de l'Agence seront enregistrés auprès de l'Agence. Ces accords seront enregistrés par l'Agence auprès des Nations Unies si leur enregistrement est prescrit par l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XXIII

Textes faisant foi et copies certifiées conformes

Le présent statut, rédigé en anglais, chinois, espagnol, français et russe, chaque texte faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement dépositaire. Des copies dûment certifiées conformes en seront remises par lui aux gouvernements des autres Etats signataires et aux gouvernements des Etats admis comme membre en vertu du paragraphe B de l'article IV.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent statut.

Fait au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le vingt-six octobre mil neuf cent cinquante-six.

ANNEXE I

Commission préparatoire

A. Une Commission préparatoire se créera le premier jour où le présent statut sera ouvert à la signature. Elle sera composée d'un représentant de chacun des pays suivants: Australie, Belgique, Brésil, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques Socia-

listes Soviétiques et Union Sud-Africaine, et d'un représentant de chacun des six autres Etats que désignera la Conférence Internationale sur le statut de l'Agence International de l'Energie Atomique. La Commission préparatoire restera en fonctions jusqu'à l'entrée en vigueur du présent statut et, par la suite, jusqu'à ce que la Conférence générale se soit réunie et qu'un Conseil des gouverneurs ait été constitué conformément à l'article VI.

B. Pour faire face à ses dépenses, la Commission préparatoire pourra demander à l'Organisation des Nations Unies de lui consentir un prêt et prendra à cet effet, avec les autorités compétentes des Nations Unies, toutes dispositions utiles, notamment des dispositions concernant le remboursement du prêt. Si ce prêt est insuffisant, la Commission préparatoire pourra accepter des avances des gouvernements. Ces avances pourront être déduites des contributions des gouvernements intéressés au budget de l'Agence.

C. La Commission préparatoire:

1. Elira son bureau, établira son règlement intérieur, se réunira aussi souvent qu'il le faudra, choisira le lieu de ses réunions et créera les comités qu'elle jugera nécessaires;

2. Nommera un secrétaire exécutif et recrutera le personnel nécessaire, dont elle fixera les pouvoirs et les fonctions;

3. Prendra toutes dispositions utiles pour la première session de la Conférence générale et rédigera notamment un ordre du jour provisoire et un projet de règlement intérieur, étant entendu que cette session devra se tenir aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent statut;

4. Désignera les membres du premier Conseil des gouverneurs en application des alinéas A-1 et A-2 et du paragraphe B de l'article VI;

5. Rédigera, pour la première session de la Conférence générale et la première réunion du Conseil des gouverneurs, des études, rapports et recommandations qui porteront sur celles des questions auxquelles s'intéresse l'Agence qui demandent un examen immédiat, notamment:

a) Le financement de l'Agence;

b) Les programmes et le budget pour la première année d'activité de l'Agence;

c) Les problèmes techniques relatifs au programme des futures opérations de l'Agence;

d) La création d'un secrétariat permanent de l'Agence;

e) L'emplacement du siège permanent de l'Agence;

6. Préparera, pour la première réunion du Conseil des gouverneurs, des recommandations sur les dispositions d'un accord relatif au siège de l'Agence, cet accord devant définir la situation juridique de l'Agence et les droits et obligations réciproques de l'Agence et de l'Etat hôte;

7. a) Entamera des négociations avec les Nations Unies pour préparer, conformément à l'article XVI du présent statut, un projet d'accord à soumettre à la Conférence générale à sa première session et au Conseil des gouverneurs à sa première réunion;

b) Fera des recommandations à la Conférence générale, à sa première session, et au Conseil des gouverneurs, à sa première réunion, au sujet des relations, dont il est question à l'article XVI du présent statut, entre l'Agence et d'autres organisations internationales.

Pour l'Afghanistan:

Abdul Hamid Azis.

Pour l'Albanie:

R. Mahle.

Pour l'Argentine:

O. A. Quihillalt.

Pour l'Australie:

Percy C. Spender J. D. L. Hood.

Pour l'Autriche:

F. Matsch.

Pour le Royaume de Belgique:

J. Errera.

Pour la Bolivie:

German Quiroga Galdo.

Pour le Brésil:

João Carlos Muniz.

Joaquim da Costa Ribeiro.

C. A. Bernardes.

Pour la Bulgarie:

Dr. P. Voutov.

Pour l'Union Birmane:

Pe Kin.

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

A. N. Sevchenko.

Pour le Cambodge:

Chinly.

Pour le Canada:

Max Wershof.

William J. Bennett.

R. A. Mackay.

Pour Ceylan:

R. S. S. Gunewardene.

Pour le Chili:

Oscar Pinochet.

Pour la Chine:

Ting-fu F. Tsiang.

Yu-Chi Hsueh.

Hsioh-Rhen Wei.

Pour la Colombie:

Francisco Urrutia.

T. A. Marulanda.

Pour le Costa-Rica:

Alberto F. Canas.

Pour Cuba:

Dr. E. Portuondo.

Carlos Blanco.

Pour la Tchécoslovaquie:

Dr. Pavel Winkler.

Pour le Danemark:

Karl I. Eskelund.

Pour la République Dominicaine:

Alexander Kovacs.
A. F. Vorshim.

Pour l'Equateur:

Jose V. Trujillo.

Pour l'Egypte:

Omar Loutfi.

Pour le Salvador:

M. Rafael Urquia.
Roberto E. Quiros.
Miguel A. Magana.

Pour l'Ethiopie:

Yilma Deressa.

Pour la Finlande:

Pour la France:

C.-Gentille.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

G. v. Broich-Oppert.

Pour la Grèce:

George V. Melas.
T. Chrysanthopoulos.

Pour le Guatemala:

J. M. Dubois.
J. Rolz Bennette.
R. D. Duque.

Pour Haïti:

Jacques Leger.

Pour le Honduras:

Tiburcio Carias, Jr.
Juan F. Funes.
Miguel Paz Paredes.

Pour la Hongrie:

Dr. Kos Peter.

Pour l'Islande:

Thor Thors.

Pour l'Inde:

Arthur Lall.

Pour l'Indonésie:

Sudjarwo.

Pour l'Iran:

Dr. Djalal Abdoh.

Pour l'Irak:

M. Shabandar.

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Mordecai Kidron.
Arthur C. Liveran.
Victor A. Salkind.

Pour l'Italie:

Leonardo Vitetti.

Pour le Japon:

Toshikazu Kase.

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie:

Pour la République de Corée:

Ben C. Limb.

Pour le Laos:

Souvannavong.

Pour le Liban:

Alif Gebara.

Pour le Libéria:

Chas. T. O. King.

Pour la Libye:

Fathi Abidia.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Hugues le Gallais.

Pour le Mexique:

Rafael de la Colina.
Luciano Joubanc Rivas.

Pour Monaco:

Marcel A. Palmaro.

Pour le Maroc:

El M. Ben Aboud.

Pour le Népal:

Pour le Royaume des Pays-Bas:

C. Schurmann.

Pour la Nouvelle-Zélande:

L. K. Munro.

Pour le Nicaragua:

L. Mena-Solorzano.

Pour le Royaume de Norvège:

Hans Engen.

Pour le Pakistan:

Nazir Ahmad.

Pour le Panama:

Rto. de la Guardia.

Pour le Paraguay:

Dr. Pacifico Montero.

Pour le Pérou:

Carlos Holguin.
Col. M. Verastegui.
M. F. Maurtua.

Pour la République des Philippines:

Felixberto M. Serrano.
J. M. Elizalde.

Pour la Pologne:

Juliusz Katz-Suchy.

Pour le Portugal:

Vasco Vieira Garin.
Rui Eduardo Moura Braz Mimoso.
António de Lucena.

Pour la Roumanie:

Silviu Brucan.
V. Novacu.

Pour Saint-Marin:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour l'Espagne:

Diego Buigas de Dalmau.

Pour le Soudan:

Yacoub Osman.

Pour la Suède:

Gunnar Jarring.

Pour la Suisse:

A. R. Lindt.

Pour la Syrie:

Rafik Asha.
J. Mufti.

Pour la Thaïlande:

Th. Khoman.

Pour la Tunisie:

Mongi Slim.

Pour la Turquie:

Selim Sarper.

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

M. Pasechnik.

Pour l'Union Sud-Africaine:

Wentzel du Plessis.

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Zaroubin.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pierson Dixon.
Alex Randall.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

James J. Wadsworth.

Pour l'Uruguay:

E. Rodriguez Fabregat.
W. S. Hill.
German E. Villar.

Pour la Cité du Vatican:

Theodore M. Hesburgh, C. S. C.
Marston Morse.

Pour le Venezuela:

Ad referendum y bajo las condiciones expuestas en la comunicación dirigida el día 25 de los corrientes al Presidente de la Conferencia:

H. Fernandez Moran.
F. Alfonso Ravard.
M. Granier.

Pour le Viet-Nam:

N. D. Lien.

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:

Leo Mates.

Republica de Venezuela — Delegación a las Naciones Unidas. — Nueva York, 25 de octubre de 1956:

Excelentísimo Señor Presidente:

Tengo a honra de llevar a conocimiento de Vuestra Excelencia que, de acuerdo con las instrucciones que he recibido del Gobierno de Venezuela, la Delegación que presido ha sido autorizada para firmar el Estatuto del Organismo Internacional de Energía Atómica, dejando constancia textual de la siguiente declaración:

La Delegación de Venezuela firma *ad referendum* el presente Estatuto en la inteligencia de que:

- 1) En cuanto al artículo XVII del mismo, la firma o ratificación del presente Instrumento por parte de Venezuela no implica por ésta aceptación de la jurisdicción de la Corte Internacional de Justicia sin su consentimiento expreso en cada caso.
- 2) Que ninguna modificación del presente Instrumento, a que se refiere el párrafo C del artículo XVIII, podrá ser considerada en vigor por Venezuela, sin el previo cumplimiento de sus disposiciones Constitucionales acerca de ratificación y depósito de tratados públicos.

Asimismo, me es grato confirmar a Vuestra Excelencia que han sido autorizados para firmar el referido Estatuto los siguientes miembros de la Delegación: el que suscribe, el Doctor Francisco Alfonso Ravard y el Doctor Marcel Granier.

Válgame de esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi más alta consideración.

Dr. Humberto Fernández-Morán, Presidente de la Delegación de Venezuela a la Conferencia sobre el Estatuto del Organismo Internacional de Energía Atómica.

Al Excelentísimo Señor João Carlos Muniz, Presidente de la Conferencia sobre el Estatuto del Organismo Internacional de Energía Atómica. — *Presente.*

TRADUÇÃO

Estatuto da Agência Internacional de Energia Atômica

ARTIGO I

Instituição da Agência

As Partes no presente Estatuto instituem uma Agência Internacional de Energia Atômica (a seguir designada por «Agência»), nas bases e condições abaixo designadas.

ARTIGO II

Objectivos

A Agência procura acelerar e aumentar a contribuição da energia atômica para a paz, saúde e prosperidade em todo o Mundo. Na medida dos meios de que dispuser, assegurar-se-á de que o auxílio prestado por ela própria ou a seu pedido ou sob a sua direcção ou sob fiscalização sua não seja utilizado de maneira a servir para fins militares.

ARTIGO III

Funções

4. A Agência tem como atribuições:

1. Fomentar e facilitar em todo o Mundo o desenvolvimento e utilização prática da energia atômica para fins pacíficos, assim como a investigação neste domínio; se for para isso convidada, actuar como intermediária para conseguir que um dos seus membros forneça a outro serviços, produtos, equipamento ou instalações, e efectuar todas as operações ou prestar todos os serviços capazes de contribuir para o desenvolvimento ou utilização prática da energia atômica para fins pacíficos ou para a investigação neste domínio;

2. Fornecer, em conformidade com o presente Estatuto, produtos, serviços, equipamento e instalações necessários para o desenvolvimento e utilização prática da energia atômica para fins pacíficos, em especial para a produção de energia eléctrica, assim como para a investigação neste domínio, tendo na devida conta as necessidades das regiões subdesenvolvidas do Mundo;

3. Facilitar o intercâmbio de informações científicas e técnicas sobre a utilização da energia atômica para fins pacíficos;

4. Desenvolver o intercâmbio e os meios de formação de cientistas e de especialistas no campo da utilização da energia atômica para fins pacíficos;

5. Instituir e aplicar disposições com vista a garantir que os produtos cindíveis especiais e outros produtos, os serviços, equipamento, instalações e informações fornecidos pela Agência ou a seu pedido ou sob a sua direcção ou sob fiscalização sua não sejam utilizados de maneira a servir para fins militares, e tornar extensiva a aplicação dessas garantias, a pedido das Partes, a todo o acordo bilateral ou multilateral ou, a pedido de um Estado, a determinadas actividades desse Estado no domínio da energia atômica;

6. Estabelecer ou adoptar em consulta e, quando for caso disso, em colaboração com os organismos competentes das Nações Unidas e com as instituições especializadas interessadas normas de segurança destinadas a proteger a saúde e a reduzir ao mínimo os perigos aos quais se expõem as pessoas e os bens (inclusive normas para as condições de trabalho); tomar disposições para aplicar essas normas às suas próprias operações e, bem assim, às operações que comportem a utilização de produtos, serviços, equipamento, instalações e informações fornecidos pela Agência ou a seu

pedido ou sob a sua direcção ou sob fiscalização sua, e tomar disposições para aplicar essas normas, a pedido das Partes, às operações efectuadas em virtude de um acordo bilateral ou multilateral ou, a pedido de um Estado, a determinadas actividades desse Estado no domínio da energia atômica;

7. Adquirir ou estabelecer as instalações, material e equipamento necessários para o exercício das suas atribuições, quando as instalações, material e equipamento de que já disponha na região interessada forem insuficientes ou não estejam disponíveis em condições que considere satisfatórias.

B. No exercício das suas funções, a Agência:

1. Actua segundo os objectivos e princípios adoptados pelas Nações Unidas, com vista a facilitar a paz e cooperação internacionais, em conformidade com a política seguida pelas Nações Unidas no propósito de realizar um desarmamento universal garantido e em conformidade com todo o acordo internacional estabelecido em aplicação dessa política;

2. Institui uma fiscalização sobre a utilização dos produtos cindíveis especiais recebidos por ela, de maneira a assegurar que esses produtos não sirvam senão para fins pacíficos;

3. Distribui os seus recursos de maneira a assegurar a sua utilização eficaz e para o maior bem geral em todas as regiões do Mundo, tendo em conta as necessidades particulares das regiões subdesenvolvidas;

4. Envia relatórios anuais sobre os seus trabalhos à Assembleia Geral das Nações Unidas e, quando for caso disso, ao Conselho de Segurança. Quando surgirem questões da competência do Conselho de Segurança nos trabalhos da Agência, esta apresentá-las-á ao Conselho de Segurança, órgão ao qual incumbe a responsabilidade principal da manutenção da paz e segurança internacionais; poderá também tomar as medidas permitidas pelo presente Estatuto, em especial as previstas no parágrafo C do artigo XII;

5. Envia ao Conselho Económico e Social e aos outros órgãos das Nações Unidas relatórios sobre as questões da sua competência.

C. No exercício das suas funções, a Agência não subordina o auxílio que concede aos seus membros a condições políticas, económicas, militares ou outras condições incompatíveis com as disposições do presente Estatuto.

D. Sob reserva das disposições do presente Estatuto e das dos acordos estabelecidos entre a Agência e um Estado ou grupo de Estados, em conformidade com as disposições do presente Estatuto, a Agência exerce as suas funções com respeito pelos direitos soberanos dos Estados.

ARTIGO IV

Membros

4. Os membros fundadores da Agência são aqueles dos Estados membros das Nações Unidas ou de uma instituição especializada que assinarem o presente Estatuto dentro dos noventa dias seguintes ao momento em que fica aberto à assinatura e que depositarem um instrumento de ratificação.

B. Os outros membros da Agência são os Estados que, membros ou não das Nações Unidas ou de uma instituição especializada, depositarem um instrumento de aceitação do presente Estatuto, uma vez a sua admissão aprovada pela Conferência Geral, por recomendação do Conselho dos Governadores. Ao recomendar e

aprovar a admissão de um Estado, o Conselho dos Governadores e a Conferência Geral asseguram-se de que esse Estado é capaz de cumprir as obrigações que incumbem aos membros da Agência e está disposto a fazê-lo, tendo na devida conta a sua capacidade e o seu desejo de actuar em conformidade com os objectivos e princípios da Carta das Nações Unidas.

C. A Agência baseia-se no princípio da igualdade soberana de todos os seus membros e, a fim de assegurar a todos os direitos e privilégios decorrentes da qualidade de membro da Agência, cada um destes tem o dever de cumprir de boa fé as obrigações que assume por virtude do presente Estatuto.

ARTIGO V

Conferência Geral

A. Uma Conferência Geral, composta de representantes de todos os membros da Agência, reúne-se todos os anos em sessão ordinária e terá as sessões extraordinárias que o director-geral convocar a pedido do Conselho dos Governadores ou da maioria dos membros. As sessões realizam-se na sede da Agência, a não ser que a Conferência Geral decida de outro modo.

B. Cada membro é representado nas sessões por um delegado, que pode ser acompanhado por suplentes e conselheiros. As despesas de viagem e estada de cada delegação ficam a cargo do membro interessado.

C. A Conferência Geral elege no princípio de cada sessão o seu presidente e os outros membros da sua Mesa. Estes mantêm-se em funções enquanto durar a sessão. A Conferência Geral, sob reserva das disposições do presente Estatuto, estabelece o seu regulamento interno. Cada membro da Agência dispõe de um voto. As decisões sobre as questões visadas no parágrafo H do artigo XIV, no parágrafo C do artigo XVIII e no parágrafo B do artigo XIX são tomadas por maioria dos dois terços dos membros presentes e votantes. As decisões sobre as outras questões, incluindo a determinação de novas questões ou categorias de questões a decidir por maioria de dois terços, tomam-se pela maioria dos membros presentes e votantes. O quórum é constituído pela maioria dos membros.

D. A Conferência Geral pode discutir todas as questões ou assuntos que entrem no âmbito do presente Estatuto ou digam respeito aos poderes e funções de qualquer dos órgãos previstos no presente Estatuto e pode fazer, a respeito dessas questões ou assuntos, recomendações aos membros da Agência, ao Conselho dos Governadores ou, simultaneamente, aos membros da Agência e ao Conselho dos Governadores.

E. A Conferência Geral:

1. Elege os membros do Conselho dos Governadores, em conformidade com o artigo VI;
2. Aprova a admissão de novos membros, em conformidade com o artigo IV;
3. Suspende os privilégios e direitos de qualquer membro, em conformidade com o artigo XIX;
4. Estuda o relatório anual do Conselho;
5. Em conformidade com o artigo XIV, aprova o orçamento da Agência recomendado pelo Conselho, ou reenvia-o ao Conselho com as suas recomendações sobre o conjunto ou parte desse orçamento, para que o Conselho lho apresente de novo;
6. Aprova os relatórios a enviar às Nações Unidas, conforme se prevê no acordo que estabelece as relações entre a Agência e as Nações Unidas, salvo os relatórios mencionados no parágrafo C do artigo XII, ou reenvia-os ao Conselho com as suas recomendações;
7. Aprova todo o acordo ou todos os acordos entre a Agência e as Nações Unidas ou outras organizações, conforme se prevê no artigo XVI, ou reenvia-os ao Con-

selho com as suas recomendações, para que este lho apresente de novo;

8. Aprova as regras e restrições dentro das quais o Conselho pode contrair empréstimos, em conformidade com o parágrafo G do artigo XIV; aprova as regras segundo as quais a Agência pode aceitar contribuições voluntárias; e aprova, em conformidade com o parágrafo F do artigo XIV, o uso a fazer do fundo geral mencionado nesse parágrafo;

9. Aprova as emendas ao presente Estatuto, em conformidade com o parágrafo C do artigo XVIII;

10. Aprova a nomeação do director-geral, em conformidade com o parágrafo A do artigo VII.

F. A Conferência Geral tem qualidade para:

1. Estatuir sobre toda a questão que o Conselho dos Governadores lhe apresente expressamente para esse fim;

2. Apresentar assuntos à apreciação do Conselho e pedir-lhe que apresente relatórios sobre toda a questão relativa às funções da Agência.

ARTIGO VI

Conselho dos Governadores

A. O Conselho dos Governadores tem a seguinte composição:

1. O Conselho dos Governadores cessante (ou, no caso do primeiro Conselho, a Comissão Preparatória mencionada no Anexo I) designa como membros do Conselho os cinco membros da Agência mais adiantados no domínio da tecnologia da energia atómica, incluindo a produção de materiais em bruto, e o membro mais adiantado no domínio da tecnologia da energia atómica, incluindo a produção de materiais em bruto, em cada uma das regiões seguintes que não estejam representadas pelos cinco membros visados acima:

- 1) América do Norte;
- 2) América Latina;
- 3) Europa Ocidental;
- 4) Europa Oriental;
- 5) África e Médio Oriente;
- 6) Ásia do Sul;
- 7) Ásia do Sueste e Pacífico;
- 8) Extremo Oriente.

2. O Conselho dos Governadores cessante (ou, no caso do primeiro Conselho, a Comissão Preparatória mencionada no Anexo I) designa como membros do Conselho dois dos seguintes outros membros produtores de materiais em bruto: Bélgica, Checoslováquia, Polónia e Portugal; designa também como membro do Conselho outro membro da Agência fornecedor de assistência técnica. Nenhum membro desta categoria com assento no Conselho durante determinado ano pode ser designado de novo nesta categoria para ter assento no ano seguinte;

3. A Conferência Geral elege dez membros da Agência para o Conselho dos Governadores, tendo na devida conta uma representação equitativa, no conjunto do Conselho, dos membros das regiões mencionadas na alínea A-1 do presente artigo, de maneira que o Conselho compreenda sempre nesta categoria um representante de cada uma dessas regiões, salvo a América do Norte. Com excepção dos cinco membros eleitos pelo período de um ano, em conformidade com o parágrafo D do presente artigo, nenhum membro desta categoria poderá, ao expirar o seu mandato, ser reeleito nesta categoria para novo mandato.

B. As designações previstas nas alíneas A-1 e A-2 do presente artigo efectuem-se o mais tardar sessenta dias antes da sessão anual ordinária da Conferência

Geral. As eleições previstas na alínea A-3 do presente artigo efectuam-se nas sessões anuais ordinárias da Conferência Geral.

C. Os membros representados no Conselho dos Governadores, em virtude do disposto nas alíneas A-1 e A-2 do presente artigo, exercem as suas funções desde o fim da sessão anual ordinária da Conferência Geral que se segue à sua designação até ao fim da seguinte sessão anual ordinária da Conferência Geral.

D. Os membros representados no Conselho dos Governadores, em conformidade com a alínea A-3 do presente artigo, exercem as suas funções desde o fim da sessão anual ordinária da Conferência Geral durante a qual são eleitos até ao fim da segunda sessão anual ordinária que a Conferência Geral efectua a seguir. Todavia, na altura da eleição desses membros para o primeiro Conselho cinco deles são eleitos por um ano.

E. Cada membro do Conselho dos Governadores dispõe de um voto. As eleições acerca do quantitativo do orçamento da Agência tomam-se por maioria dos dois terços dos membros presentes e votantes, como se prevê no parágrafo H do artigo xiv. As decisões acerca dos outros assuntos, incluindo a determinação de novos assuntos ou categorias de assuntos a decidir por maioria de dois terços, tomam-se pela maioria dos membros presentes e votantes. O quórum é constituído pelos dois terços dos membros do Conselho.

F. O Conselho dos Governadores tem qualidade para desempenhar as funções da Agência, em conformidade com o presente Estatuto, sob reserva das suas responsabilidades para com a Conferência Geral, definidas no presente Estatuto.

G. O Conselho dos Governadores reúne-se sempre que o entenda necessário. As suas reuniões efectuam-se na sede da Agência, a não ser que o Conselho decida doutro modo.

H. O Conselho dos Governadores elege de entre os seus membros um presidente e os outros membros da sua Mesa e, sob reserva das disposições do presente Estatuto, elabora o seu regime interno.

I. O Conselho dos Governadores pode criar as comissões que entender úteis. Pode designar pessoas para o representar junto doutros organismos.

J. O Conselho dos Governadores elabora, para a Conferência Geral, um relatório anual acerca dos assuntos da Agência e a respeito de todos os projectos aprovados pela Agência. O Conselho elabora também, para apresentar à Conferência Geral, todos os relatórios que a Agência tem ou pode vir a ter de apresentar às Nações Unidas ou a qualquer outra organização cuja actividade esteja em relação com a da Agência. Estes documentos, assim como os relatórios anuais, são apresentados aos membros da Agência pelo menos um mês antes da sessão anual ordinária da Conferência Geral.

ARTIGO VII

Pessoal

A. O pessoal da Agência é chefiado por um director-geral. O director-geral é nomeado pelo Conselho dos Governadores, por um período de quatro anos, com a aprovação da Conferência Geral. É o mais alto funcionário da Agência.

B. O director-geral é responsável pelo recrutamento, organização e direcção do pessoal; fica colocado sob a autoridade do Conselho dos Governadores e sujeito à sua fiscalização. Desempenha as suas funções em conformidade com os regulamentos aprovados pelo Conselho.

C. O pessoal compreende os especialistas de questões científicas e técnicas e todos os outros agentes qualifi-

cados necessários para a realização dos objectivos e o desempenho das funções da Agência. A Agência inspira-se no princípio de que é preciso manter no mínimo o efectivo do seu pessoal permanente.

D. A consideração dominante no recrutamento, emprego e fixação das condições de serviço do pessoal deve ser assegurar à Agência os serviços de funcionários possuidores das mais altas qualidades de trabalho, competência técnica e integridade. Sob reserva desta consideração, têm-se na devida conta as contribuições dos membros para a Agência e a importância dum recrutamento efectuado em base geográfica tão vasta quanto possível.

E. As condições de nomeação, remuneração e despedimento do pessoal são conformes com os regulamentos fixados pelo Conselho dos Governadores, sob reserva das disposições do presente Estatuto e das regras gerais aprovadas pela Conferência Geral, por recomendação do Conselho.

F. No desempenho dos seus deveres, o director-geral e o pessoal não solicitam nem aceitam instruções de nenhuma fonte exterior à Agência. Abstêm-se de qualquer acto incompatível com a sua situação de funcionários da Agência; sob reserva das suas responsabilidades para com a Agência, não devem revelar nenhum segredo de fabricação ou outra informação confidencial de que tenham conhecimento em virtude das funções oficiais que exercem por conta da Agência. Cada membro compromete-se a respeitar o carácter internacional das funções do director-geral e do pessoal e a não procurar influenciá-los na execução da sua tarefa.

G. No presente artigo o termo «pessoal» compreende os guardas.

ARTIGO VIII

Intercâmbio de informações

A. Recomenda-se a todos os membros que coloquem à disposição da Agência as informações que, no seu entender, possam ser úteis à Agência.

B. Cada membro coloca à disposição da Agência todas as informações científicas que forem fruto do auxílio concedido pela Agência em virtude do artigo xi.

C. A Agência reúne e coloca à disposição dos seus membros, em forma acessível, as informações que receber em virtude dos parágrafos A e B do presente artigo. Toma medidas positivas para fomentar o intercâmbio entre os seus membros de informações sobre a natureza e utilização da energia atómica para fins pacíficos e, para esse efeito, serve de intermediária entre os seus membros.

ARTIGO IX

Fornecimento de produtos

A. Os membros podem colocar à disposição da Agência as quantidades de produtos cindíveis especiais que entenderem, nas condições convencionadas com a Agência. Os produtos colocados à disposição da Agência podem, à discrição do membro que os fornece, ser armazenados quer pelo membro interessado, quer, com o assentimento da Agência, nos armazéns da Agência.

B. Os membros podem também colocar à disposição da Agência materiais em bruto, definidos no artigo xx, e outros materiais. O Conselho dos Governadores determina as quantidades desses materiais que a Agência aceitará em virtude dos acordos previstos no artigo xiii.

C. Cada membro comunicará à Agência as quantidades, forma e composição dos produtos cindíveis especiais, materiais em bruto e outros materiais que esteja disposto, em conformidade com as suas leis, a colocar

à disposição da Agência, imediatamente ou durante um período fixado pelo Conselho dos Governadores.

D. A pedido da Agência qualquer membro deve entregar sem demora a outro membro ou a um grupo de membros as quantidades de produtos, retiradas dos produtos que colocou à disposição da Agência, que a Agência especifique, e entregar sem demora à própria Agência as quantidades de produtos que são realmente necessárias para o funcionamento das instalações da Agência e para o prosseguimento das investigações científicas nessas instalações.

E. As quantidades, forma e composição dos produtos fornecidos por um membro podem ser modificadas em qualquer momento por esse membro, com a aprovação do Conselho dos Governadores.

F. Deve fazer-se uma primeira notificação, conforme com o parágrafo C do presente artigo, dentro dos três meses que se seguirem à entrada em vigor do presente Estatuto, relativamente ao membro interessado. Salvo decisão contrária do Conselho dos Governadores, os primeiros produtos fornecidos destinam-se ao ano civil que se seguir ao ano em que o presente Estatuto entrar em vigor, relativamente ao membro interessado. Do mesmo modo as notificações ulteriores são válidas, salvo decisão contrária do Conselho, para o ano civil que se seguir à notificação e devem fazer-se até 1 de Novembro de cada ano, o mais tardar.

G. A Agência especifica o local e modo de entrega e, quando for caso disso, a forma e composição dos produtos que pede a um membro que entregue, retirando-os das quantidades que esse membro se declarou disposto a fornecer. A Agência procede também à verificação das quantidades dos produtos entregues e informa disso, periodicamente, os membros.

H. A Agência é responsável pela armazenagem e protecção dos produtos em seu poder. A Agência deve assegurar-se de que esses produtos estão protegidos contra: 1) as intempéries; 2) a retirada não autorizada ou desvio; 3) os danos e destruições, incluindo sabotagem; 4) a apreensão pela força. Na armazenagem dos produtos cindíveis em seu poder a Agência vela por que a repartição geográfica desses produtos seja apropriada para evitar a acumulação de depósitos importantes em qualquer país ou qualquer região do Mundo.

I. A Agência deve instalar ou adquirir, o mais depressa possível, o que se lhe afigurar necessário quanto a:

1. Material, equipamento e instalações para a recepção, armazenagem e distribuição de produtos;
2. Meios de protecção;
3. Medidas sanitárias e medidas de segurança adequadas;
4. Laboratórios de *contrôle* para análise e verificação dos produtos recebidos;
5. Alojamentos e edifícios administrativos para o pessoal exigido em consequência das disposições que antecedem.

J. Os produtos fornecidos por força do presente artigo são utilizados da maneira fixada pelo Conselho dos Governadores, em conformidade com as disposições do presente Estatuto. Nenhum membro pode exigir que os produtos que fornece à Agência sejam postos à parte, nem indicar qualquer projecto especial para o qual esses produtos devam servir.

ARTIGO X

Serviços, equipamento e instalações

Os membros podem colocar à disposição da Agência os serviços, equipamento e instalações capazes de ajudar a realização dos seus objectivos e o desempenho das suas funções.

ARTIGO XI

Projectos da Agência

A. Qualquer membro ou grupo de membros da Agência que deseje empreender um projecto que interesse ao desenvolvimento ou aplicação prática da energia atómica para fins pacíficos ou à investigação científica neste campo pode apelar para a Agência com vista a obter os produtos cindíveis especiais e outros produtos, e bem assim os serviços, equipamento e instalações necessários para a realização desse projecto. Todo o pedido deste género, que deve ser acompanhado por um memorial explicativo acerca do objectivo e alcance do projecto, é submetido à apreciação do Conselho dos Governadores.

B. A Agência pode também ajudar qualquer membro ou grupo de membros, a seu pedido, a estabelecer arranjos para obter de fontes exteriores os meios financeiros necessários para a realização desses projectos. Prestando esse auxílio, a Agência não tem de dar garantias nem assumir qualquer responsabilidade financeira quanto ao projecto.

C. A Agência pode promover o fornecimento, por um ou vários dos seus membros, de todos os produtos, serviços, equipamento e instalações necessários para o projecto ou pode fornecê-los ela própria, directamente, no todo ou em parte, tendo em conta os desejos do membro ou membros que solicitaram a sua assistência.

D. Com vista ao exame do pedido, a Agência pode enviar ao território do membro ou grupo de membros que tenham solicitado a sua assistência uma ou mais pessoas qualificadas para estudar o empreendimento projectado. Para este efeito, a Agência pode, com o assentimento do membro ou grupo de membros que faça o pedido, quer utilizar os seus próprios funcionários, quer empregar quaisquer nacionais dum dos seus membros que possuam os títulos exigidos.

E. Antes de aprovar um projecto, por força do presente artigo, o Conselho dos Governadores tem na devida conta:

1. A utilidade do projecto, incluindo as suas possibilidades de realização dos pontos de vista científico e técnico;
2. A existência de planos adequados, fundos suficientes e pessoal técnico qualificado para assegurar a boa execução do projecto;
3. A existência de regras sanitárias e regras de segurança adequadas para a manutenção e armazenagem dos produtos e para o funcionamento das instalações;
4. A impossibilidade em que se encontre o membro ou grupo de membros que faz o pedido de obter os meios financeiros, os produtos, instalações, equipamento e serviços necessários;
5. A repartição equitativa dos produtos e outros recursos à disposição da Agência;
6. As necessidades particulares das regiões subdesenvolvidas do Mundo;
7. Todas as outras questões pertinentes.

F. Depois de aprovar um projecto a Agência estabelece com o membro ou grupo de membros que apresentou o projecto um acordo, que deverá:

1. Prever que se destinem a esse projecto todos os produtos cindíveis especiais e outros produtos necessários;
2. Prever a transferência dos produtos cindíveis especiais do local da sua armazenagem, quer se trate de produtos à guarda da Agência, quer de produtos à guarda do membro que os fornece para os projectos da Agência, para o membro ou grupo de membros que apresenta o projecto, em condições próprias para garantir a segurança de todo o fornecimento necessário e

conformes com as normas sanitárias e com as normas de segurança;

3. Definir as condições, em particular os preços, nas quais todos os produtos, serviços, equipamento e instalações são fornecidos pela própria Agência, e, se esses produtos, serviços, equipamento e instalações são fornecidos por um membro, enunciar as condições convencionadas entre o membro ou grupo de membros que apresenta o projecto e o membro que fornece o auxílio;

4. Prever que o membro ou grupo de membros que apresenta o projecto tome o compromisso:

a) De que o auxílio concedido não será utilizado de maneira a servir para fins militares;

b) De que o projecto será submetido às garantias previstas no artigo XII, sendo as garantias pertinentes especificadas no acordo.

5. Prever as medidas apropriadas quanto aos direitos e interesses da Agência e do membro ou membros interessados, no que diz respeito a todas as invenções ou descobertas ou a todas as patentes com elas relacionadas, que decorram do projecto;

6. Prever as medidas apropriadas quanto à solução dos litígios;

7. Compreender quaisquer outras disposições que se considerem apropriadas.

G. As disposições do presente artigo aplicam-se também, quando seja caso disso, a todo o pedido de produtos, serviços, instalações ou equipamento relativo a um projecto já em curso.

ARTIGO XII

Garantias da Agência

A. Para qualquer projecto da Agência ou qualquer outro arranjo em que a Agência seja convidada pelas partes interessadas a aplicar garantias a Agência tem as responsabilidades e direitos seguintes, na medida em que se aplicarem a esse projecto ou arranjo:

1. Examinar os planos das instalações e equipamento especializados, incluindo os reactores nucleares, e aprová-los unicamente para se assegurar de que não servirão para fins militares, que estão conformes com as normas sanitárias e normas de segurança exigidas e que permitirão aplicar eficazmente as garantias previstas no presente artigo;

2. Exigir a aplicação de todas as medidas sanitárias e medidas de segurança prescritas pela Agência;

3. Exigir a escrituração e apresentação de registos de operações, para facilitar a contabilidade dos materiais em bruto e dos produtos cindíveis especiais utilizados ou produzidos dentro do âmbito do projecto ou do arranjo;

4. Pedir e receber relatórios sobre o andamento dos trabalhos;

5. Aprovar os processos a empregar para o tratamento químico dos materiais irradiados, unicamente para se assegurar de que esse tratamento químico não se preste ao desvio de produtos que possam servir para fins militares e seja conforme com as normas sanitárias e normas de segurança aplicáveis; exigir que os produtos cindíveis especiais recuperados ou obtidos como subprodutos sejam utilizados para fins pacíficos, sob a garantia contínua da Agência, em trabalhos de investigação ou em reactores, existentes ou em construção, que serão especificados pelo membro ou membros interessados; exigir que se coloque em depósito junto da Agência todo o excedente de produtos cindíveis especiais recuperados ou obtidos como subprodutos, além das quantidades necessárias para os usos indicados acima, a fim de evitar a armazenagem desses produtos, sob reserva de que ulteriormente os produtos cindíveis especiais assim depositados junto da Agência sejam resti-

tuidos sem demora ao membro ou membros interessados, a seu pedido, para serem utilizados por eles nas condições especificadas acima;

6. Enviar ao território do Estado ou Estados beneficiários inspectores designados pela Agência após consulta com o Estado ou Estados interessados, os quais, a todo o momento, terão acesso a qualquer lugar, a qualquer pessoa que, pela sua profissão, se ocupe de produtos, equipamento ou instalações que devam ser controlados em virtude do presente Estatuto e a todos os elementos de informação necessários para a contabilidade dos materiais em bruto e produtos cindíveis especiais fornecidos, assim como de todos os produtos cindíveis, e para se assegurar de que não há violação nem do compromisso de não utilização para fins militares, mencionado na alínea F-4 do artigo XI, nem das medidas sanitárias e medidas de segurança mencionadas na alínea A-2 do presente artigo, nem de qualquer outra condição prescrita no acordo estabelecido entre a Agência e o Estado ou Estados interessados. Se o Estado interessado o pedir, os inspectores designados pela Agência serão acompanhados por representantes das autoridades desse Estado, sob reserva de que os inspectores não sejam por esse facto demorados ou de qualquer outro modo perturbados no exercício das suas funções;

7. Nos casos de violação e omissão, se o Estado ou Estados beneficiários não tomarem, num prazo razoável, as medidas correctivas pedidas, a Agência tem o direito de interromper o seu auxílio ou de lhe pôr termo e de retomar todos os produtos e todo o equipamento fornecidos por ela ou por um membro em execução do projecto.

B. A Agência constitui, segundo as necessidades, um corpo de inspectores. Estes inspectores são encarregados de examinar todas as operações efectuadas pela própria Agência, para se assegurarem de que a Agência se conforma com as medidas sanitárias e medidas de segurança que prescreveu para aplicação aos projectos submetidos à sua aprovação, à sua direcção ou ao seu *contrôle* e de que a Agência toma todas as medidas necessárias para evitar que os materiais em bruto e os produtos cindíveis especiais confiados à sua guarda ou utilizados ou produzidos nas suas próprias operações sejam utilizados de maneira a servir para fins militares. A Agência toma as disposições convenientes para pôr termo imediato a toda a violação ou toda a falta à obrigação de tomar as medidas apropriadas.

C. O corpo de inspectores fica também encarregado de promover que lhe seja apresentada e de verificar a contabilidade mencionada na alínea A-6 do presente artigo e de decidir se são respeitados o compromisso mencionado na alínea F-4 do artigo XI, as disposições visadas na alínea A-2 do presente artigo e todas as outras condições do projecto prescritas no acordo concluído entre a Agência e o Estado ou Estados interessados. Os inspectores comunicam toda a violação ao director-geral, que transmite o seu relatório ao Conselho dos Governadores. O Conselho intima o Estado ou Estados beneficiários a pôr termo imediato a toda a violação de que se verifique a existência. O Conselho dá conhecimento dessa violação a todos os membros e apresenta o caso ao Conselho de Segurança e à Assembleia Geral das Nações Unidas. Se o Estado ou Estados beneficiários não tomarem, dentro de prazo razoável, todas as medidas próprias para pôr termo a essa violação, o Conselho pode tomar uma das duas medidas seguintes ou ambas: dar instruções para que se reduza ou interrompa o auxílio concedido pela Agência ou por um membro e pedir a restituição dos produtos e equipamento postos à disposição do membro ou grupo de membros beneficiário. A Agência pode também, por força

do artigo XIX, privar qualquer membro contraventor do exercício dos privilégios e direitos inerentes à qualidade de membro.

ARTIGO XIII

Reembolso dos membros

A não ser que se convençione doutro modo entre o Conselho dos Governadores e o membro que forneça à Agência produtos, serviços, equipamento ou instalações, o Conselho dos Governadores conclui com esse membro um acordo que preveja o reembolso dos artigos fornecidos.

ARTIGO XIV

Disposições financeiras

A. O Conselho dos Governadores apresenta todos os anos à Conferência Geral um projecto de orçamento, que indica as despesas da Agência. A fim de facilitar a tarefa do Conselho nesta matéria, o director-geral elabora esse projecto de orçamento. Se a Conferência Geral não aprovar o projecto, devolve-o ao Conselho, acompanhado das suas recomendações. O Conselho apresenta então outro projecto à Conferência Geral para aprovação.

B. As despesas da Agência são classificadas nas seguintes categorias:

1. Despesas de administração. Estas despesas compreendem:

a) As despesas de pessoal da Agência, com exclusão das que dizem respeito aos agentes empregados para se ocuparem dos produtos, serviços, equipamento e instalações visados na alínea B-2 abaixo; o custo das reuniões; as despesas provocadas pela preparação dos projectos da Agência e pela difusão de informações;

b) As despesas provocadas pela aplicação das garantias previstas no artigo XII, quanto aos projectos da Agência, ou na alínea A-5 do artigo III, quanto aos acordos bilaterais ou multilaterais, assim como as despesas de manutenção e armazenagem dos produtos cindíveis especiais que incumbem à Agência, além das despesas de armazenagem e manutenção visadas no parágrafo E abaixo.

2. As despesas, além das visadas na alínea 1 do presente parágrafo, relativas aos produtos, instalações, material e equipamento adquiridos ou instalados pela Agência no exercício das suas atribuições, assim como o custo dos produtos, serviços, equipamento e instalações fornecidos por ela em virtude de acordos com um ou vários dos seus membros.

C. Para determinar o quantitativo das despesas visadas na alínea B-1, b), acima, o Conselho dos Governadores deduz as quantias recuperáveis em virtude de acordos relativos à aplicação de garantias, firmados entre a Agência e partes em acordos bilaterais ou multilaterais.

D. O Conselho dos Governadores distribui entre os membros da Agência as despesas visadas na alínea B-1 acima, segundo uma tabela fixada pela Conferência Geral. Para fixar essa tabela a Conferência Geral inspira-se nos princípios adoptados pelas Nações Unidas no que diz respeito às contribuições dos Estados membros para o orçamento ordinário da organização.

E. O Conselho dos Governadores estabelece periodicamente uma tabela de despesas, incluindo despesas razoáveis e uniformes de armazenagem e manutenção, aplicável aos produtos, serviços, equipamento e instalações fornecidos pela Agência aos seus membros. Esta tabela é concebida de maneira a dar à Agência um rendimento suficiente para cobrir as despesas visadas na alínea B-2 acima, deduzidas todas as contribuições voluntárias que o Conselho dos Governadores, por força

do parágrafo F, decida utilizar para esse fim. As quantias recebidas em aplicação dessa tabela são transferidas para um fundo especial, que serve para pagar todos os produtos, serviços, equipamento ou instalações fornecidos pelos membros e para liquidar todas as outras despesas, visadas na alínea B-2 acima, em que a própria Agência venha a incorrer.

F. Todo o excesso de rendimento que decorra do parágrafo E sobre as despesas visadas no dito parágrafo e toda a contribuição paga voluntariamente à Agência são transferidos para um fundo geral, que pode ser utilizado à vontade do Conselho dos Governadores, com o assentimento da Conferência Geral.

G. Sob reserva das regras e restrições aprovadas pela Conferência Geral, o Conselho dos Governadores está habilitado a contrair empréstimos em nome da Agência, sem impor aos membros da Agência, todavia, qualquer responsabilidade quanto a esses empréstimos, e a aceitar as contribuições voluntárias oferecidas à Agência.

H. As decisões da Conferência Geral sobre as questões financeiras e as do Conselho dos Governadores sobre o quantitativo do orçamento da Agência tomam-se por maioria dos dois terços dos membros presentes e votantes.

ARTIGO XV

Privilégios e imunidades

A. A Agência beneficia, no território de cada um dos seus membros, da capacidade jurídica e dos privilégios e imunidades que lhe sejam necessários para exercer as suas funções.

B. Os delegados dos membros da Agência, assim como os seus suplentes e conselheiros, os governadores nomeados para o Conselho, assim como os seus suplentes e conselheiros, o director-geral e o pessoal da Agência gozam dos privilégios e imunidades que lhes sejam necessários para exercer com toda a independência as suas funções dentro dos limites da Agência.

C. A capacidade jurídica e os privilégios e imunidades mencionados no presente artigo serão definidos num acordo ou acordos distintos a estabelecer entre a Agência, representada para esse fim pelo director-geral, que actuará em conformidade com as instruções do Conselho dos Governadores, e os seus membros.

ARTIGO XVI

Relações com outras organizações

A. O Conselho dos Governadores, com o assentimento da Conferência Geral, fica habilitado a estabelecer um acordo ou acordos que instituem relações apropriadas entre a Agência e as Nações Unidas e todas as outras organizações cuja actividade tenha relação com a da Agência.

B. O acordo ou acordos que instituírem as relações da Agência com as Nações Unidas deverão prever que:

1. A Agência submeta às Nações Unidas os relatórios visados nas alíneas B-4 e B-5 do artigo III;

2. A Agência examine as resoluções com ela relacionadas que sejam aprovadas pela Assembleia Geral ou por um dos Conselhos das Nações Unidas, e, quando para isso seja convidada, submeta ao órgão apropriado das Nações Unidas relatórios acerca das medidas tomadas por ela ou pelos seus membros, em conformidade com o presente Estatuto, como resultado dessa apreciação.

ARTIGO XVII

Solução dos litígios

A. Qualquer questão ou qualquer litígio relativo à interpretação ou à aplicação do presente Estatuto, que

não tenha sido resolvido por meio de negociação, é submetido ao Tribunal Internacional de Justiça, em conformidade com o Estatuto desse Tribunal, a não ser que as partes interessadas acordem noutro modo de solução.

B. A Conferência Geral e o Conselho dos Governadores estão ambos habilitados, sob reserva da autorização da Assembleia Geral das Nações Unidas, a pedir ao Tribunal Internacional de Justiça que dê parecer consultivo sobre qualquer questão jurídica que venha a surgir a propósito da actividade da Agência.

ARTIGO XVIII

Emendas e retiradas

A. Qualquer membro da Agência pode propor emendas ao presente Estatuto. O director-geral prepara cópias devidamente certificadas do texto de qualquer emenda proposta e transmite-as a todos os membros, pelo menos noventa dias antes da data na qual a emenda deva ser examinada pela Conferência Geral.

B. Na quinta sessão anual da Conferência Geral que se seguir à entrada em vigor do presente Estatuto, na ordem do dia da sessão inscrever-se-á a questão da revisão geral das disposições do presente Estatuto. Se a maioria dos membros presentes e votantes se pronunciar a favor da revisão, esta efectuar-se-á na sessão seguinte da Conferência Geral. Seguidamente, as propostas relativas à questão duma revisão geral do presente Estatuto poderão ser apresentadas à Conferência Geral, que decidirá segundo os mesmos trâmites.

C. As emendas têm efeito relativamente a todos os membros quando forem:

i) Aprovadas pela Conferência Geral com a maioria dos dois terços dos membros presentes e votantes, depois de apreciadas as observações apresentadas pelo Conselho dos Governadores acerca de cada emenda proposta;

ii) Aceites por dois terços dos membros, em conformidade com as suas regras constitucionais respectivas. A aceitação faz-se pelo depósito dum instrumento de aceitação junto do Governo depositário mencionado no parágrafo C do artigo XXI.

D. Em qualquer momento, depois de expirar o prazo de cinco anos a contar da data em que o Estatuto tiver entrado em vigor, em virtude do parágrafo E do artigo XXI, em qualquer ocasião em que não esteja disposto a aceitar uma emenda ao presente Estatuto, qualquer membro da Agência pode retirar-se, mediante aviso prévio dado por escrito ao Governo depositário mencionado no parágrafo C do artigo XXI, que disso informa sem demora o Conselho dos Governadores e todos os outros membros.

E. A retirada dum membro não modifica em nada as obrigações que contraiu em virtude do artigo XI, nem as suas obrigações orçamentais quanto ao ano no decorrer do qual se retira.

ARTIGO XIX

Suspensão dos privilégios

A. Um membro em atraso no pagamento das suas contribuições financeiras para a Agência não pode participar em votações na Agência, se o quantitativo dos seus atrasados for igual ou superior ao das contribuições devidas por ele em relação aos dois anos precedentes. Todavia, a Conferência Geral pode autorizar esse membro a participar na votação, se verificar que aquela falta se deve a circunstâncias independentes da vontade do membro em questão.

B. Se um membro da Agência infringir de maneira persistente as disposições do presente Estatuto, ou de qualquer acordo firmado por ele em conformidade com o presente Estatuto, pode ser privado do exercício dos seus privilégios e direitos de membro por decisão da Conferência Geral, tomada por dois terços dos membros presentes e votantes, por recomendação do Conselho dos Governadores.

ARTIGO XX

Definições

Para os fins do presente Estatuto:

1. Por «produto cindível especial» entende-se o plutónio 239; o urânio 233; o urânio enriquecido em urânio 235 ou 233; qualquer produto que contenha um ou mais dos isótopos acima, e outros produtos cindíveis que o Conselho dos Governadores designe de tempos a tempos. Todavia, o termo «produto cindível especial» não se aplica aos materiais em bruto;

2. Por «urânio enriquecido em urânio 235 ou 233» entende-se urânio que contenha, quer urânio 235, quer urânio 233, quer estes dois isótopos, em quantidade tal que a relação entre a soma destes dois isótopos e o isótopo 238 seja superior à relação entre o isótopo 235 e o isótopo 238 no urânio natural;

3. Por «material em bruto» entende-se urânio que contenha a mistura de isótopos que se encontra na Natureza; o urânio cujo teor em urânio 235 é inferior ao normal; o tório; todos os materiais mencionados acima na forma de metal, liga, compostos químicos ou concentrados; qualquer outro material que contenha um ou mais dos materiais mencionados acima em concentrações que o Conselho dos Governadores fixará de tempos a tempos, e quaisquer outros materiais que o Conselho dos Governadores designe de tempos a tempos.

ARTIGO XXI

Assinatura, aceitação e entrada em vigor

A. O presente Estatuto será aberto em 26 de Outubro de 1956 à assinatura de todos os Estados membros das Nações Unidas ou duma das suas instituições especializadas, e assim ficará pelo período de noventa dias.

B. Os Estados signatários tornar-se-ão Partes no presente Estatuto pelo depósito dum instrumento de ratificação.

C. Os instrumentos de ratificação dos Estados signatários e os instrumentos de aceitação dos Estados cuja admissão for aprovada em virtude do parágrafo B do artigo IV do presente Estatuto serão depositados junto do Governo dos Estados Unidos da América, que será o Governo depositário.

D. O presente Estatuto será ratificado ou aceite pelos Estados em conformidade com as suas regras constitucionais respectivas.

E. O presente Estatuto, independentemente do Anexo, entrará em vigor quando dezoito Estados tiverem depositado os seus instrumentos de ratificação em conformidade com o parágrafo B do presente artigo, sob condição de que entre esses dezoito Estados figurem pelo menos três dos Estados seguintes: Canadá, Estados Unidos da América, França, Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte e União das Repúblicas Socialistas Soviéticas. Os instrumentos de ratificação e os instrumentos de aceitação depositados ulteriormente produzirão efeito na data da sua recepção.

F. O Governo depositário informará sem demora todos os Estados signatários do presente Estatuto da data do depósito de cada instrumento de ratificação e da data de entrada em vigor do Estatuto. O Governo depositário informará sem demora todos os signatários e membros das datas nas quais outros Estados se tornem Partes no Estatuto.

G. O Anexo ao presente Estatuto entrará em vigor no primeiro dia em que o Estatuto for aberto à assinatura.

ARTIGO XXII

Registo nas Nações Unidas

A. O presente Estatuto será registado pelo Governo depositário, em virtude do artigo 102 da Carta das Nações Unidas.

B. Os acordos estabelecidos entre a Agência e um ou vários dos seus membros, os acordos entre a Agência e uma ou várias outras organizações e os acordos estabelecidos entre os membros sob reserva da aprovação da Agência serão registados na Agência. Esses acordos serão registados pela Agência nas Nações Unidas, se o seu registo for prescrito pelo artigo 102 da Carta das Nações Unidas.

ARTIGO XXIII

Textos que fazem fé e cópias devidamente certificadas

O presente Estatuto, redigido em inglês, chinês, espanhol, francês e russo, fazendo igualmente fé cada um dos textos, será depositado nos arquivos do Governo depositário. Este enviará cópias devidamente certificadas aos Governos dos outros Estados signatários e aos Governos dos Estados admitidos como membros em virtude do parágrafo B do artigo iv.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados, assinaram o presente Estatuto.

Feito na sede da Organização das Nações Unidas, aos vinte e seis de Outubro de mil novecentos e cinquenta e seis.

ANEXO I

Comissão Preparatória

A. Criar-se-á uma Comissão Preparatória no primeiro dia em que o presente Estatuto for aberto à assinatura. Essa Comissão compor-se-á de um representante de cada um dos países seguintes: Austrália, Bélgica, Brasil, Canadá, Estados Unidos da América, França, Índia, Portugal, Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, Checoslováquia, União das Repúblicas Socialistas Soviéticas e União da África do Sul, e de um representante de cada um dos seis outros países que forem designados pela Conferência Internacional sobre o Estatuto da Agência Internacional da Energia Atômica. A Comissão Preparatória ficará em funções até à entrada em vigor do presente Estatuto e depois até que tenha reunido a Conferência Geral e que se tenha constituído um Conselho dos Governadores, em conformidade com o artigo vi.

B. Para prover às suas despesas a Comissão Preparatória poderá pedir à Organização das Nações Unidas que lhe conceda um empréstimo, e tomará, para esse efeito, com as autoridades competentes das Nações Unidas, todas as disposições úteis, em particular disposições relativas ao reembolso do empréstimo. Se este empréstimo for insuficiente, a Comissão Preparatória poderá aceitar adiantamentos dos Governos. Esses

adiantamentos poderão ser deduzidos das contribuições dos Governos interessados para o orçamento da Agência.

C. A Comissão Preparatória:

1. Elegerá a sua Mesa, estabelecerá o seu regulamento interno, reunir-se-á tantas vezes quantas as necessárias, escolherá o local das suas reuniões e criará as comissões que entender necessárias;

2. Nomeará um secretário executivo e recrutará o pessoal necessário, do qual fixará os poderes e as funções;

3. Tomará todas as disposições úteis para a primeira sessão da Conferência Geral e redigirá em particular uma ordem do dia provisória e um projecto de regulamento interno, entendendo-se que essa sessão deverá realizar-se tão depressa quanto possível, após a entrada em vigor do presente Estatuto;

4. Designará os membros do primeiro Conselho dos Governadores, em aplicação das alíneas A-1 e A-2 e do parágrafo B do artigo vi;

5. Redigirá, para a primeira sessão da Conferência Geral e para a primeira reunião do Conselho dos Governadores, estudos, relatórios e recomendações acerca das questões, entre aquelas pelas quais a Agência se interessa, que pedem exame imediato, e em particular:

a) O financiamento da Agência;

b) Os programas e o orçamento para o primeiro ano de actividade da Agência;

c) Os problemas técnicos relativos ao programa das futuras operações da Agência;

d) A criação dum secretariado permanente da Agência;

e) A localização da sede permanente da Agência;

6. Preparará para a primeira reunião do Conselho dos Governadores recomendações sobre as disposições de um acordo relativo à sede da Agência, devendo esse acordo definir a situação jurídica da Agência e os direitos e obrigações recíprocos da Agência e do Estado onde se estabeleça a sede;

7. a) Entabulará negociações com as Nações Unidas para preparar, em conformidade com o artigo xvi do presente Estatuto, um projecto de acordo, a submeter à Conferência Geral na sua primeira sessão e ao Conselho dos Governadores na sua primeira reunião;

b) Fará recomendações à Conferência Geral, na sua primeira sessão, e ao Conselho dos Governadores, na sua primeira reunião, a respeito das relações, previstas no artigo xvi do presente Estatuto, entre a Agência e outras organizações internacionais.

Pelo Afeganistão:

Abdul Hamid Aziz.

Pela Albânia:

R. Malile.

Pela Argentina:

O. A. Quihillalt.

Pela Austrália:

Percy C. Spender.
J. D. L. Hood.

Pela Austria:

F. Matsch.

Pelo Reino da Bélgica:

J. Errera.

Pela Bolívia:

German Quiroga Galdo.

Pelo Brasil:

João Carlos Muniz.

Joaquim da Costa Ribeiro.

C. A. Bernardes.

Pela Bulgária:

Dr. P. Voutov.

Pela União da Birmânia:

Pela República Socialista Soviética da Bielorrússia:

A. N. Sevchenko.

Pelo Camboja:

Chinly.

Pelo Canadá:

Max Wershof.

William J. Bennett.

R. A. Mackay.

Pelo Ceilão:

R. S. S. Gunewardene.

Pelo Chile:

Oscar Pinochet.

Pela China:

Ting-fu F. Tsiang.

Yu-Chi Hsueh.

Hsioh-Ren Wei.

Pela Colômbia:

Francisco Urrutia.

T. A. Marulanda.

Pela Costa Rica:

Alberto F. Canas.

Por Cuba:

Dr. E. Portuondo.

Carlos Blanco.

Pela Checoslováquia:

Dr. Pavel Winkler.

Pela Dinamarca:

Karl I. Eskelund.

Pela República Dominicana:

Alexander Kovacs.

A. F. Vorshim.

Pelo Equador:

Jose V. Trujillo.

Pelo Egipto:

Omar Loutfi.

Por São Salvador:

M. Rafael Urquia.

Roberto E. Quiros.

Miguel A. Magana.

Pela Etiópia:

Yilma Deressa.

Pela Finlândia:

Pela França:

C-Gentile.

Pela República Federal da Alemanha:

G. v Broich-Oppert.

Pela Grécia:

George V. Melas.

T. Chrysanthopoulos.

Pela Guatemala:

J. M. Dubois.

J. Rolz Bennett.

R. D. Duque.

Pelo Haiti:

Jacques Leger.

Pelas Honduras:

Tiburcio Carias, Jr.

Juan F. Funes.

Miguel Paz Paredes.

Pela Hungria:

Dr. Kos Peter.

Pela Islândia:

Thor Thors.

Pela Índia:

Arthur Lall.

Pela Indonésia:

Sudjarwo.

Pelo Irão:

Dr. Djalal Abdoh.

Pelo Iraque:

M. Shabandar.

Pela Irlanda:

Por Israel:

Mordecai Kidron.

Arthur C. Liveran.

Victor A. Salkind.

- Pela Itália:
Leonardo Vitetti.
- Pelo Japão:
Toshikazu Kase.
- Pelo Reino Hachemita da Jordânia:
- Pela República da Coreia:
Ben C. Limb.
- Pelo Laos:
Souvannavong.
- Pelo Líbano:
Alif Gebara.
- Pela Libéria:
Chas. T. O. King.
- Pela Líbia:
Fathi Abidia.
- Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:
Hugues Le Gallais.
- Pelo México:
Rafael de la Colina.
Luciano Joubanc Rivas.
- Pelo Mónaco:
Marcel A. Palmaro.
- Por Marrocos:
El M. Ben Aboud.
- Pelo Nepal:
- Pelo Reino dos Países Baixos:
C. Schurmann.
A. J. P. Tammes.
- Pela Nova Zelândia:
L. K. Munro.
- Pela Nicarágua:
L. Mena-Solorzano.
- Pelo Reino da Noruega:
Hans Engen.
- Pelo Paquistão:
Nazir Ahmad.
- Pelo Panamá:
Rto. de la Guardia.
- Pelo Paraguai:
Dr. Pacifico Montero.
- Pelo Peru:
Carlos Holguin.
Col. M. Verastegui.
M. F. Maurtua.
- Pela República das Filipinas:
Felixberto M. Serrano.
J. M. Elizalde.
- Pela Polónia:
Juliusz Katz-Suchy.
- Por Portugal:
Vasco Vieira Garin.
Rui Eduardo Moura Braz Mimoso.
António de Lucena.
- Pela Roménia:
Silviu Brucan.
V. Novacu.
- Por São Marino:
- Pela Arábia Saudita:
- Pela Espanha:
Diego Buigas de Dalmau.
- Pelo Sudão:
Yacoub Osman.
- Pela Suécia:
Gunnar Jarring.
- Pela Suíça:
A. R. Lindt.
- Pela Síria:
Rafik Asha.
J. Mufti.
- Pela Tailândia:
Th. Khoman.
- Pela Tunísia:
Mongi Slim.
- Pela Turquia:
Selim Sarper.
- Pela República Socialista Soviética da Ucrânia:
M. Pasechnik.
- Pela União da África do Sul:
Wentzel du Plessis.
- Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:
Zaroubin.
- Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:
Pierson Dixon.
Alex Randall.
- Pelos Estados Unidos da América:
James J. Wadsworth.

Pelo Uruguai:

E. Rodriguez Fabregat.
W. S. Hill.
German E. Villar.

Pela Cidade do Vaticano:

Theodore M. Hesburgh, C. S. C.
Marston Morse.

Pela Venezuela:

Ad referendum e nas condições expostas
na comunicação dirigida no dia 25 do
corrente ao presidente da Conferência:

H. Fernandez Moran.
F. Alfonso Ravard.
M. Granier.

Pelo Vietname:

N. D. Lien.

Pelo Iémen:

Pela Jugoslávia:

Leo Mates.

Tradução

República da Venezuela — Delegação nas Nações
Unidas. — Nova Iorque, 25 de Outubro de 1956.

Excelentíssimo Senhor Presidente:

Tenho a honra de levar ao conhecimento de V. Ex.^a
que, de harmonia com as instruções que recebi do
Governo da Venezuela, a Delegação a que presido foi
autorizada a assinar o Estatuto da Agência Interna-

cional de Energia Atómica, fazendo menção textual da
seguinte declaração:

A Delegação da Venezuela assina *ad referendum*
o presente Estatuto no entendimento de que:

- 1) No que se refere ao artigo XVII do mesmo,
a assinatura ou ratificação do presente
Instrumento por parte da Venezuela não
implica para esta a aceitação da juris-
dição do Tribunal Internacional de Jus-
tiça sem o seu consentimento expresso
em cada caso.
- 2) Nenhuma alteração ao presente Instru-
mento, prevista no parágrafo C do ar-
tigo XVIII, poderá ser considerada em
vigor em relação à Venezuela sem o
prévio cumprimento das suas disposições
constitucionais relativas à ratificação e
depósito de tratados internacionais.

Nestes termos, é-me grato confirmar a V. Ex.^a que
foram autorizados a assinar o referido Estatuto os se-
guintes membros da Delegação: o signatário da pre-
sente comunicação, o Doutor Francisco Alfonso Ravard
e o Doutor Marcel Granier.

Aproveito a oportunidade para reiterar a V. Ex.^a a
expressão da minha mais alta consideração.

Dr. Humberto Fernández-Morán, presidente
da Delegação da Venezuela à Conferência
sobre o Estatuto da Agência Internacional
de Energia Atómica.

Ao Excelentíssimo Senhor João Carlos Muniz, pre-
sidente da Conferência sobre o Estatuto da Agên-
cia Internacional de Energia Atómica.